DIERENARTSEN ZONDER GRENZEN | VETERINAIRES SANS FRONTIERES
BELGIUM

RAPPORT EVALUATION FINALE…

PROXIVET I

PROJET DE PROMOTION D'UN SERVICE VÉTÉRINAIRE PRIVÉ DE PROXIMITÉ AU SUD DU RWANDA

(1ÈRE PHASE)

Décembre 2010

Consultants : GUY VAN VLAENDEREN

Table des matières

1 **INTRODUCTION** 5

1.1 Brève présentation du projet 5

1.2 Objectifs et contexte de l'évaluation 7

1.2.1 Objectifs de l'évaluation: 7

1.2.2 Contexte de l'évaluation finale 8

1.3 Méthodologie de l'évaluation Finale 9

1.3.1 Phase 1 : Préparation de la mission (Bruxelles) 9

1.3.2 Phase 2 : Analyse du Programme (Rwanda) 9

2 **IMPLÉMENTATION ET RÉALISATIONS** 11

2.1 Résultat 1 : *Mise en place de réseaux vétérinaires privés de proximité* 11

2.1.1 Etat d'avancement des réalisations 11

2.1.2 Commentaire global : 12

2.1.3 Recommandations 13

2.2 Résultat 2 : *Intégration agriculture – élevage au sein des petites exploitations* 14

2.2.1 Etat d'avancement des réalisations 14

2.2.2 Commentaire global : 14

2.2.3 Recommandations 14

2.3 Résultat 3 : *Implication des femmes dans les activités d'élevage* 15

2.3.1 Etat d'avancement et indicateurs 15

2.3.2 Commentaire global : 15

2.3.3 Recommandations 16

2.4 Résultat 4 : *Amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables* 16

2.4.1 Etat d'avancement et indicateurs 16

2.4.2 Commentaire global : 17

2.4.3 Recommandations 18

2.5 Leçons apprises 19

3 **EVALUATION** 21

3.1 Critères de base 21

3.1.1 Cohérence 21

3.1.2 Pertinence 22

3.1.3 Efficience 23

3.1.4 Efficacité 25

3.1.5 Effets / Impact 26

3.1.6 Durabilité 28

3.2 Thèmes transversaux 30

3.2.1 Note préliminaire 30

3.2.2 Égalité entre femmes et hommes 30

3.2.3 Environnement 31

4 **CONCLUSIONS** 32

5 **ANNEXES** 34

PAYS PARTENAIRE : RWANDA

Rapport Evaluation

PROJET DE PROMOTION D'UN SERVICE VÉTÉRINAIRE DE PROXIMITÉ AU SUD RWANDA (PROXIVET – SUD RWANDA I)

(1ÈRE PHASE)

Partenaires Locaux Principaux :	Fédération IMBARAGA + SDA-IRIBA
Durée de l'intervention:	3 ans
Date du démarrage de l'intervention:	1 janvier 2008
Zone d'intervention :	Rwanda ; Province du Sud ; District de Huye
Groupes cibles :	Petits agro-éleveurs ; femmes ; ménages vulnérables
Contribution DGCD:	878.459,22 Euros
Contribution VSF-B :	219.614,81 Euros
Contribution totale:	1.089.074,03 Euros
Secteurs d'intervention:	Agriculture et Élevage (CAD 31195)

Résumé

Objectif global	La contribution de l'élevage dans l'économie et la vie sociale des ménages est optimisée
Objectif spécifique	La santé animale est améliorée grâce à des réseaux vétérinaires privés de proximité et les bases d'une meilleure intégration agriculture-élevage sont établies
Résultats attendus	R 1 : Des réseaux vétérinaires privés de proximité sont mis en place de manière durable au profit des petits agro-éleveurs de la zone. R 2 : Les bases d'une meilleure intégration agriculture-élevage sont établies dans la perspective d'une stabulation permanente R 3 : Les femmes sont mieux impliquées dans les activités de l'élevage et en tirent des bénéfices accrus. R 4 : Les conditions de vie des familles très vulnérables sont améliorées à travers des activités d'élevage R 5 : Les capacités des organisations locales actives en élevage sont renforcées

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AAF	Assistant Administratif et Financier
ADA	Auto-Développement pour l'Afrique
AER	Agro-Eleveur Relais
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APEL	Programme d'Appui au Petit Elevage
APROJUMAP	Association pour la PROmotion des JUMelages et de l'Amitié entre les Peuples
CED	Chargé d'Elevage du District
CIAE	Chargé de l'Intégration Agriculture – Elevage (au sein du Proxivet)
EAVK	Ecole Agri-Vétérinaire de Kabutare
EDPRS	Economic Development and Poverty Reduction Strategy
FFS	Farm Field School
FFOM	Force Faiblesse Opportunité Menace
GAR	Gestion Axée sur le Résultats
GCP	Gestion du Cycle des Projets
GP	Gestionnaire de Projet
GRH	Gestion des Ressources Humaines
IMF	Institution de Micro Finance
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
IRST	Institut de Recherche Scientifique et Technologique
ISS	Interview Semi-Structurée
JADF	Joint Action Development Forum
LAE	Lutte Anti-Erosive
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
NUR	National University of Rwanda
OMD	Objectifs Du Millénaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique
PASNVA	Projet d'Appui au Système National de Vulgarisation Agricole
PLP	Partenaire Local Principal
PROVACEA	PROjet de VAlorisation des Compétences des Exploitants Agricoles
PSTA	Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture
PTF	Partenaire Technique et Financier
RARDA	Rwanda Animal Resources Development Authority
S/E	Suivi & Evaluation
SA	Santé Animale
SE	Secrétaire Exécutif (de Secteur ou de Cellule)
SOLIVES	SOlidarité pour la Lutte Intégrée contre la Vulnérabilité et l'Exclusion Sociale
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TV	Technicien Vétérinaire
UGP	Unité de Gestion du Projet
VS	Vétérinaire de Secteur
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières - Belgium

1 INTRODUCTION

1.1 BRÈVE PRÉSENTATION DU PROJET

1.1.1 Contexte général

Le Rwanda, pays enclavé dans la région des grands lacs d'Afrique, se caractérise par un climat tropical d'altitude et une forte densité de population (plus de 300 habitants au km²). L'économie rwandaise est essentiellement agricole et orientée vers les productions vivrières ainsi que certaines cultures d'exportation (café, thé…). L'agriculture occupe près de 90% de la population et contribue pour environ 40% au PNB.

La zone d'intervention du PROXIVET se situe dans le district de Huye de la province du Sud du Rwanda et couvre une superficie de quelques 580 km² avec une population d'environ 291.000 habitants. L'altitude moyenne de la zone varie de 1800 à 2700 m, avec un relief très accidenté. Ce relief, d'une part, réduit fortement la superficie des terres cultivables et d'autre part, est propice à l'érosion, elle-même prélude à la dégradation des sols.

Le climat est de type tropical humide d'altitude, avec une température moyenne qui oscille autour de 18 et 19° C. La pluviométrie annuelle moyenne varie entre 1200 mm et 1450 mm de pluie et se répartit en 2 saisons des pluies (de mi-septembre à décembre et de mars à juin).

Avec une densité démographique d'un peu plus de 500 habitants au km², la province du Sud constitue la région du Rwanda où la pauvreté est la plus marquée. En effet, plus de 70% de la population de la région est pauvre dont plus de 50% dans l'extrême pauvreté. Les principales causes de cette précarité en rapport avec l'agriculture et l'élevage sont : (i) l'exiguïté des terres (0,5 ha en moyenne par ménage) suite à la pression démographique ; (ii) la pauvreté des terres cultivables suite à l'érosion et au manque de fumure organique ; (iii) l'insuffisance de formation des agro-éleveurs en matière d'agriculture et d'élevage ; (iv) une faible couverture zoo-sanitaire de la zone, responsable d'une forte morbidité et mortalité des animaux ; (v) une faible productivité du cheptel local ; (vi) l'absence de cheptel dans les ménages les plus vulnérables ; (vii) une faible valorisation des produits d'origine animale.

Au niveau de la Politique de Développement, le pays s'est fixé comme objectifs à l'horizon 2020, de disposer d'un schéma global d'aménagement et d'utilisation du territoire national, ainsi que des plans locaux d'aménagement régulièrement mis à jour et auxquels se conformera l'utilisation du paysage national. L'habitat rural sera regroupé et organisé en pôles de développement actifs où la population disposera d'infrastructures et de services minimums de base, servant de sous-bassement au développement d'activités non agricoles génératrices de revenus. Les terres seront aménagées et remembrées de manière à dégager des superficies suffisantes pour des exploitations viables et modernisées (Land Use Consolidation). L'utilisation judicieuse de l'espace national devrait contribuer à améliorer le niveau de vie des Rwandais ainsi qu'à la réduction de la pauvreté.

1.1.2 Historique et justification

Le projet PROXIVET constitue la suite logique à la 1ère intervention de VSF-B intitulée «Appui à l'Ecole Agro-Vétérinaire de Kabutare (EAVK)» (programme quinquennal DGCD 2003-2007), dont l'objectif était de former des techniciens vétérinaires capables d'encadrer efficacement les agro-éleveurs du Rwanda. L'initiative du nouveau projet de promotion d'un service vétérinaire privé de proximité au sud du Rwanda est venue des agro-éleveurs à travers deux ONG locales : « IMBARAGA » et « SDA-IRIBA ». En effet, les agro-éleveurs leur avaient exprimé la nécessité d'avoir un service de proximité pour assurer les soins de santé animale et pour dispenser des conseils en matière d'élevage dans le souci de faire face aux enjeux de la stabulation permanente adoptée par le Gouvernement et de palier le manque de vétérinaires sur le terrain.

Après avoir élaboré un « concept paper » qui a été soumis au siège de VSF-B, un consultant externe a apporté son appui à la formulation du nouveau projet. Le cadrage du projet a été finalisé suite aux enquêtes de terrain et aux ateliers MARP et PIPO.

L'intervention du projet se justifie dans le cadre du Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture (PSTA) ainsi que dans le plan national pour la lutte contre la pauvreté. En effet, l'Etat rwandais a demandé qu'une prise en charge de certains aspects de la vulgarisation et d'autres services rendus aux agri-éleveurs soit réalisée par les organisations locales. En outre, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté, à travers des programmes de renforcement dans le secteur agricole, constituent les objectifs majeurs de l'EDPRS

La restauration de la sécurité alimentaire se base en priorité sur la relance des productions animales et agricoles. Pour les productions animales, l'amélioration de la productivité passe d'abord par une amélioration de l'alimentation des animaux et une couverture sanitaire suffisante

1.1.3 Cadrage du projet

L'objectif global du PROXIVET est celui retenu pour l'ensemble du Programme VSF-B / DGCD 2008-2010, à savoir : « ***la contribution de l'élevage dans l'économie et la vie sociale des ménages est optimisée*** ».

L'objectif spécifique du projet est formulé comme suit : « ***la santé animale est améliorée grâce à un service vétérinaire privé de proximité et les bases d'une meilleure intégration agriculture-élevage sont établies*** ». Il est l'un des 7 objectifs spécifiques du programme DGCD de VSF-B.

Les résultats intermédiaires sont au nombre de cinq :

(i) des réseaux vétérinaires privés de proximité sont mis en place de manière durable au profit des petits agro-éleveurs de la zone ;

(ii) les bases d'une meilleure intégration agriculture-élevage sont établies dans la perspective d'une stabulation permanente ;

(iii) les femmes sont mieux impliquées dans les activités d'élevage et en tirent des bénéfices accrus ;

(iv) les conditions de vie des familles très vulnérables sont améliorées à travers des activités d'élevage ;

(v) les capacités des organisations locales actives en élevage sont renforcées.

Les indicateurs (IOV) et les hypothèses sont consignés dans l'annexe 2

La zone d'intervention initialement prévue couvrait deux Districts (Huye et Nyamagabe), mais suite à la forte réticence des techniciens vétérinaires (TV) du District de Nyamagabe, la mission de monitoring de novembre-décembre 2008 a recommandé de concentrer toutes les activités dans le seul District de Huye tout en touchant le même nombre de bénéficiaires.

Les bénéficiaires du projet relèvent de trois catégories :

(i) les bénéficiaires directs qui sont les agro-éleveurs affiliés aux partenaires locaux principaux estimés à environ 5.000 ménages, ainsi que les familles les plus vulnérables (450) qui constituent le groupe des bénéficiaires directs prioritaires bénéficiant d'une attention particulière dans le cadre de la recheptellisation.

(ii) les bénéficiaires intermédiaires essentiellement constitués par le personnel des SVVP et actuellement représentés par un docteur vétérinaire, coordonnateur du SVPP, deux assistants, 9 TV gérant des comptoirs vétérinaires et 76 agro-éleveurs relais (AER).

(iii) les bénéficiaires indirects constitués par des agro-éleveurs non affiliés aux PLP qui bénéficient des services du SVPP. Leur effectif peut être estimé au double de celui des bénéficiaires directs, soit 10.000 ménages. En outre, les services vétérinaires déconcentrés du District bénéficient d'un certain appui du projet dans leur rôle régalien de contrôle.

La durée globale de l'intervention couvre 6 années, mais comporte deux phases de trois ans chacune :

(i) La première phase qui fait l'objet de la présente évaluation se termine en décembre 2010. Elle consiste la phase d'installation et de test. En effet, l'activité de promotion d'un service vétérinaire privé de proximité constitue une innovation, non seulement dans le pays mais aussi dans la sous-région ;

(ii) La deuxième phase qui débute en Janvier 2011 sera une phase de consolidation et de désengagement. Au cours de cette phase, une consolidation des acquis de la première phase dans le District de Huye et une extension des activités dans le District de Nyanza sont prévues.

Le budget total est de 1.089.074 €, dont 878.459 € au titre de la contribution de la DGCD.

Le projet est devenu opérationnel en janvier 2008. En février 2008, le projet a bénéficié d'une mission d'appui technique pour conforter la mise en œuvre du projet, notamment dans le processus de mise en place du SVPP.

En décembre 2008, le coordinateur VSF-B pour l'Afrique Francophone a conduit la première mission de monitoring. La seconde mission de monitoring, réalisée par un consultant externe, a été exécutée en décembre 2009 et a débouché sur la formulation de la seconde phase.

Les principales recommandations stratégiques de ce monitoring ont été les suivantes :

- Renforcer l'intégration « agri-élevage » par la prise en compte des autres productions végétales de l'exploitation (cultures potagères et fruitières) et le recrutement d'un ingénieur Agro A0 ou A1 expérimenté en production végétale
- Améliorer la productivité des élevages (principalement en cuniculture) par la diffusion des brochures illustrées expliquant les techniques d'élevage des lapins et l'amélioration des cages et boîtes à nid
- Renforcer l'appui multisectoriel aux bénéficiaires par une approche holistique et synergique des exploitations et le recrutement d'un cadre expérimenté dans le domaine de l'animation et de la vulgarisation
- Appuyer VETOPROX pour assurer l'implantation d'un réseau de SA de proximité viable et pouvant constituer un exemple concret de l'efficacité des SVPP en termes de soins vétérinaires en milieu rural
- Accroître l'efficience des activités en SA de proximité, grâce au renforcement de la sensibilisation des agro-éleveurs dans le domaine de la prophylaxie, à la consolidation des compétences des TV, ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité du suivi et des appuis-conseils du personnel « SVPP » par le coordinateur VETOPROX
- Consolider les dispositifs de capitalisation et de suivi -évaluation du projet
- Mettre en place, dans le cadre de la 2° phase, un dispositif de S/E et des outils plus efficaces en matière de gestion du projet (y compris le suivi / Evaluation et la gestion des risques)

1.2 OBJECTIFS ET CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

1.2.1 Objectifs de l'évaluation:

Les objectifs de l'EMP tels qu'inscrits dans les TDR sont les suivants :

- Analyser l'état d'avancement à travers les niveaux des réalisations des activités et des produits, en prenant en considération leur conformité au DTF, en termes de quantité, qualité, calendrier d'exécution et de moyens budgétaires ;
- Evaluer le degré de prise en compte des facteurs externes et des recommandations des monitorings précédents réalisés par le siège de VSF-B ;
- Apprécier les performances du projet selon les critères de base classiques (Pertinence, Efficience, Efficacité, Durabilité, Cohérence et Impact) ;
- Evaluer les effets du projet en termes de bénéfices auprès des groupes cibles
- Examiner la prise en compte des thématiques transversales, notamment dans les domaines du « genre » et de « l'environnement » ;
- Etablir avec le projet, le partenaire local et les groupes bénéficiaires, un bilan final de la phase I, en vue d'identifier en commun les points forts et les points faibles de l'intervention et de tirer les leçons apprises aux fins d'une capitalisation plus efficace par le projet, les ONG partenaires et les autres

parties concernées ;

- Formuler des recommandations claires en vue d'une pérennisation des acquis de la phase I et d'une confirmation ou adaptation du cadrage de la formulation de la phase II, principalement en matière de stratégies et approches.

1.2.2 Contexte de l'évaluation finale

L'évaluation finale de la 1ère phase du PROXIVET a dû prendre en considération un facteur majeur de changement dans le contexte d'exécution du projet. Il s'agit de la réactivation des services vétérinaires déconcentrés à travers l'embauche de vétérinaires des secteurs. Cette modification dans la stratégie sectorielle du RARDA a eu des répercussions majeures sur la réalisation du résultat 1 et, in fine, sur l'OS du projet. En effet, elle a entraîné le « débauchage » du 1er lot des 14 TV mis en place dans le cadre du 1er SVPP « Vétoprox ». Par la suite, les TV, préférant la sécurité de la fonction publique, ont eu beaucoup de réticence à intégrer le système SVPP. Le refus des TV du District de Nyamagabe à s'engager dans une approche privatisée des soins de SA a contraint le Proxivet à se désengager complètement du District en raison des incertitudes que faisait peser l'absence d'un dispositif efficace de suivi vétérinaire sur les performances des futurs élevages bénéficiaires.

La mise en place de ce dispositif publique de VS a induit d'autres effets sur la bonne marche du projet :

- La concurrence entre les VS et les TV du SVPP avec comme conséquence une diminution des revenus potentiels des comptoirs vétérinaires et un dénigrement du professionnalisme des TV[1] par les services vétérinaires publiques, relayé par la suite par certaines autorités administratives.
- Le recours à des détiqueurs (appelés par la suite AER) pour palier le manque de TV et répondre à une demande des éleveurs en matière de détiquage (essentiellement sur les bovins)
- La transformation de l'organisation initiale du SVPP basée sur des TV opérant sous le contrôle d'un médecin vétérinaire, directeur de Vétoprox, vers un système de TV « franchisé » collaborant avec le coordonateur Vétoprox

En outre, l'évaluation s'est déroulée dans une période marquée par une accélération de la mise en œuvre des politiques de l'Etat dans les domaines agricoles (remembrement des exploitations agricoles en vue de développer des monocultures sur des superficies plus importantes) et d'aménagement du territoire (regroupement des ménages ruraux dans des sites villageois[2]).

Ces changements contribueront à résoudre les problèmes liés au morcellement des terres agricoles et à l'amenuisement continu des parcelles familiales ainsi qu'à l'accès difficile aux infrastructures et services de base. Mais, ils entraînent inévitablement des bouleversements profonds dans les conditions de vie des ménages ruraux. Les petits exploitants agricoles (disposant de moins de 10 ares de superficie) qui constituent 56 % des bénéficiaires directs du projet (ménages vulnérables), risquent de perdre leurs terres (compte tenu des conditions d'acquisition des parcelles dans les imidugudu[3]). D'autre part, les modes d'exploitation des terres agricoles, les conditions d'élevage et les pratiques d'intégration agriculture-élevage seront fortement modifiées … avec certains effets induits négatifs très probables.

Le Proxivet, dans le cadre de sa seconde phase, sera à la croisée des chemins et devra prendre en compte ces bouleversements qui toucheront davantage son groupe cible, constitué essentiellement de ménages vulnérables. Le cadre logique et les activités établies en décembre 2009 pourraient donc être modifiés en fonction du degré de mise en œuvre des réformes prévues par l'Etat.

Une première analyse de la situation des bénéficiaires et des effets potentiels liés à l'application des mesures étatiques a été réalisée au cours de la présente évaluation. Des pistes[4] pour atténuer les effets dommageables

---

[1] *Ce dénigrement repose sur certains constats réels concernant l'efficacité de Vétoprox : voir annexe 9*

[2] *Village appelé umudugudu (imidugudu au pluriel)*

[3] *L'acquisition de parcelles dans un umudugudu se fait soit par achat (environ 100.000 FRw) soit par échange avec la parcelle agricole*

[4] *Voir annexe 11 : « Analyse des nouveaux risques »*

pour les ménages vulnérables ont été établies. A cet égard, une concertation a été amorcée avec 3 autres ONG de développement[5] intervenant sur ce groupe cible dans la même zone d'intervention.

1.3 MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION FINALE

1.3.1 Phase 1 : Préparation de la mission (Bruxelles)

La préparation de la mission a porté sur différents éléments indispensables au bon déroulement de la mission de terrain : (i) briefing préparatoire au niveau du Siège de VSF-B à Bruxelles ; (ii) préparation des outils pour la phase d'analyse (fiches spécifiques pour les séances d'évaluation participative avec les différents partenaires, fiches d'enquêtes de terrain (ISS), fiches et outils pour les ateliers MARP avec les groupes cibles) ; (iii) lecture préparatoire de certains rapports et documents.

1.3.2 Phase 2 : Analyse du Programme (Rwanda)

Cette phase, réalisée essentiellement au niveau du District de Huye dans la Province du Sud, s'est déroulée du 13 au 23 décembre 2010. Elle a comporté plusieurs étapes en fonction des acteurs consultés :

1) Séances de travail aves les autorités administratives locales (responsables du District de Huye, secrétaire exécutif du secteur de Mbazi) en vue de recueillir leurs avis concernant l'exécution du projet (pertinence vis-à-vis de leurs missions, efficacité des actions et niveau de collaboration). En outre, un atelier d'évaluation participative a été organisé avec le personnel des services déconcentrés de l'élevage pour analyser l'efficacité du système SVPP mis en œuvre par le PROXIVET et pour apprécier le niveau de collaboration et les effets du projet en matière de SA de proximité.

2) Examen de la fonctionnalité du SVPP « Vétoprox » à travers une visite de comptoirs et des entretiens individualisés avec du personnel de ce réseau (coordonnateur, TV et AER). Un atelier regroupant le coordonnateur, les chefs de zone et les 6 TV a été organisé pour permettre une auto-évaluation du fonctionnement du SVPP : analyse de la pertinence, de l'efficacité, des effets et de la durabilité de Vétoprox. Une analyse «FFOM» a été également réalisée.

3) Analyse des actions conduites en direction des bénéficiaires directs à travers des enquêtes de terrain (visites de 9 exploitations ; tenue de 3 ISS regroupant 21 bénéficiaires, dont 19 femmes), l'organisation de 5 ateliers MARP avec les représentants des groupes cibles. Dans ce cadre, la mission a organisé un atelier d'évaluation participative (24 participants dont 18 femmes) pour apprécier la pertinence, l'efficacité et la durabilité des principales actions mises en œuvre par le Proxivet en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'examen de la pertinence actuelle des problèmes à l'origine du projet a été réalisé dans la perspective de consolider les pistes d'intervention dans le cadre de la seconde phase. Les effets du projet sur les conditions socio-économiques des ménages bénéficiaires ont été appréciés au cours de 4 ateliers MARP « Effets ». Deux ateliers, regroupant 32 chefs de ménage, dont 19 femmes, ont été focalisés sur les changements encourus par rapport à la situation « avant-projet » sur les éléments relatifs aux facteurs de production et aux conditions économiques des ménages. Les 2 autres ateliers, regroupant 32 femmes, concernaient les conditions de vie des femmes à travers les éléments liés à leurs fonctions « reproductives », à leurs capacités de production et à leur intégration dans la vie sociale de la communauté.

4) Séances de travail avec l'équipe du Proxivet en vue d'une analyse critique des différents éléments d'exécution de l'intervention en relation avec les critères d'efficience, d'efficacité, de cohérence, de durabilité et d'application des thèmes transversaux. Un examen du système SVPP a été effectué en comité restreint dans l'optique de déterminer les orientations stratégiques et opérationnelles du volet SA de proximité dans le cadre de la seconde phase.

5) Séance de travail avec les 2 PLP actuels (SDA-IRIBA et IMBARAGA) impliqués dans la conception et la mise en œuvre de l'intervention.

---

[5] *Projets SOLIVES, PROVACEA, ATD-Quart-Monde*

6) Synthèse de la phase d'analyse (bilan des ISS, ateliers MARP et données zootechniques collectées au cours des enquêtes de terrain) et préparation des conclusions et recommandations.
7) Restitution des conclusions et recommandations au niveau de l'équipe du Proxivet.

2 IMPLÉMENTATION ET RÉALISATIONS

Préambule :

Les tableaux ci-après reprennent les principales réalisations du projet en date du mois de novembre 2010. Pour chaque résultat, plusieurs indicateurs actuels sont fournis au regard des prévisions attendues en fin de projet (31 décembre 2010) et chacun d'entre eux est accompagné d'une appréciation symbolique et de commentaires spécifiques. En fin de tableau, chaque résultat fait l'objet d'un commentaire global ainsi que de recommandations spécifiques.

2.1 RÉSULTAT 1 : *MISE EN PLACE DE RÉSEAUX VÉTÉRINAIRES PRIVÉS DE PROXIMITÉ*

2.1.1 Etat d'avancement des réalisations

Tableau 1 : Etat d'avancement du R1

Indicateurs	Prévu	Réalisé	Appr.	Commentaires
• Nbre de SVPP installés	2	1	☹	(-) Nombreuses contraintes à la mise en place du dispositif SVPP (voir annexe 9) (-) Abandon du programme SVPP[6] dans le district de Nyamagabe en raison du désintéressement des TV pour le secteur privé
• Nbre de Techn. Vétérin. (TV) formés	30	24[7]	😐	(+) Nombreuses formations dispensées dont des formations théoriques et pratiques ainsi que des suivis / appuis-conseils réguliers
• Nbre de TV opérationnels en fin de 1ère phase	30	6	☹	(-) Forte instabilité des TV formés (attrait pour les nouveaux postes « fonction publique » de VS créés par le RARDA ; faible rentabilité et incertitudes concernant le travail de TS au sein du SVPP)
• Volume de l'appui en ress. Humaines du projet (Nbre H/mois)	24	33	☺	(+) Encadrement très serré du coordinateur VETOPROX et des TV (formation, appuis-conseils, suivis technique et managérial …) (+) Dispositif rapproché de suivi du SVPP
• Volume de l'appui financier global (€)	69.942	69.332	☺	28.745 € en subvention et 40.588 € en crédit Appui en mobilier et équipements bureautiques pour la coordination VETOPROX Important volet de renforcement des capacités pour le personnel du SVPP : formations théoriques et pratiques dans les domaines vétérinaires, zootechnique et managérial ainsi qu'en technique d'animation (voir liste en annexe 9) Contribution à l'équipement des TV (vélos, vêtements de travail, équipements vétérinaires et zootechniques,…) Dotation en équipements de travail pour les AER Attribution de noyaux d'élevage pour le coordinateur et les TV (infrastructures et équipements d'élevage, cheptel) Appui à l'installation d'une provenderie pour le coordinateur

[6] *Rappel : **SVPP** : Serv. Vétér. Privé de Proximité ; **TV** : Technicien Vétér. ; **VS** : Vétérinaire de Secteur (vét. Publique) ; **AER** : Agro-Eleveur Relais ; **CED** : Chargé d'Elevage du District*

[7] *Sur les 24 TV formés, 14 ont rejoint les services déconcentrés de l'élevage*

• Nbre total d'AER appuyés (formation + équipement)	Non prévu	72	☺	(+) Système des AER introduit en 2010 pour (i) adapter le dispositif SVPP à la nouvelle organisation des services vétérinaires publiques, (ii) palier l'instabilité des TV et (iii) pour assurer une couverture plus étoffée des détiquages et vermifugations (+) Appui du projet en formation (détiquage) et en petit équipement de travail (pulvérisateurs, masques, bottes…et vélos pour les AER les plus dynamiques) (-) Forte instabilité des AER (recettes insuffisantes ; manque de suivi par les responsables VETOPROX …)
• Nbre d'AER opérationnels	Non prévu	53	😐	
• Tradithérapie Rapport de recherche-action	1	1	☺	(+) Collaboration avec l'IRST pour le testage de plantes médicinales actives pour la vermifugation des animaux : 2 plantes testées avec succès comme vermifuges (+) Diffusion d'un document de capitalisation + Sensibilisation / information des tradipraticiens sur les effets des deux plantes sur les verminoses
• Appui aux missions régaliennes des services vétér. publiques	S.O	S.0	😐	(+/-) Appui au CED pour le suivi des activités du projet …mais, absence de rapportage par le CED (+) Participation du CED au processus de choix des AER et au suivi des campagnes de vaccination (-) Niveau de collaboration globalement insuffisant

2.1.2 Commentaire global :

Les appuis importants et de bonne qualité consentis par le PROXIVET pour la mise en place du dispositif de SVPP n'ont finalement pas abouti et ce, malgré les efforts d'adaptation du projet aux changements fréquents de l'environnement institutionnel. Les causes sont multiples[8] dont certaines externes (modifications du contexte de l'élevage) et d'autres internes au SVPP VETOPROX (faible efficience de l'organisation et de la gestion du SVPP ; manque d'esprit entrepreneurial). Il s'en suit que l'efficacité des interventions du seul SVVP appuyé depuis plus de 2 ans et demi est considérée comme faible pour tous les acteurs concernés (agro-éleveurs, service vétérinaire du district, autorités administratives et même, personnel de VETOPROX).

Cette faible efficacité se traduit par : (i) une forte instabilité du personnel, (ii) une disponibilité insuffisante du personnel « vétérinaire » pour répondre aux demandes des éleveurs, (iii) une pénurie régulière en médicaments, (iv) une insuffisance de la couverture géographique.

Le volet de SA de proximité a été conçu et mis en œuvre selon l'approche SVPP, tout à fait pertinente lors de la formulation du projet en raison de la réduction drastique des services déconcentrés du MINAGRI (et donc du RARDA). Entretemps, le programme « One Cow » a nécessité un recrutement temporaire de TV par les Districts pour une durée initiale de 6 mois, portée ensuite à 1 an. Actuellement, les vétérinaires de secteur font à nouveau partie du cadre organique des agents de l'Etat. De ce fait, les autorités locales et les services vétérinaires déconcentrés jugent la mise en place d'un SVPP moins pertinente (voir superflue). Cependant, à travers les différents ateliers et enquêtes, l'accessibilité à des soins vétérinaires demeure un problème pour les agro-éleveurs.

La situation devrait encore évoluer avec le regroupement des ménages ruraux (et de leurs animaux) au niveau des villages (imidugudu). Si ce regroupement va faciliter les interventions vétérinaires, le statut zoo-sanitaire du cheptel risque de se dégrader (accroissement des risques de propagation des maladies par la promiscuité des animaux regroupés dans les « étables » communes ; conditions plus précaires en matière d'alimentation et d'hygiène).

Outre les incertitudes sur les délais et la profondeur de ces changements dans les conditions d'élevage du bétail (y compris les ambigüités concernant les conditions d'intégration agri-élevage), la mise en place de SVPP

[8] *Voir les principales causes dans l'annexe 9*

se heurte à un cadre de travail mal formalisé (absence de cadre légal, méconnaissance des attributions et rôles respectifs des services vétérinaires publics et privés).

2.1.3 Recommandations

1) *Maintenir un volet de SA de proximité dans le cadre de la 2° phase du fait que celui-ci s'avère pleinement justifié dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet*

2) *Le système "SVPP" a montré ses limites dans le contexte actuel du Rwanda. L'option d'une couverture zoo-sanitaire d'un district à travers la mise en œuvre d'un SVPP assurant seul la SA de proximité auprès des agro-éleveurs doit être suspendue.*

3) *Dans le cadre de la 2° phase, les dispositions suivantes devraient être prises (tout en sachant que celles-ci devront être adaptées en fonction de l'évolution du contexte rural et des dispositions nationales concernant le secteur agricole et la politique sectorielle de l'élevage) :*

   (i) *Au niveau du **District de Nyanza**, maintenir la stratégie d'appui aux comptoirs vétérinaires déjà opérationnels.*

   (ii) *Au niveau du **District de Huye**, arrêter l'appui exclusif au SVPP VETOPROX au profit d'un appui ciblé sur les différents prestataires vétérinaires installés (y compris Vetoprox) désirant s'inscrire dans un dispositif de SA de proximité pour les petits exploitants agro-éleveurs.*

   (iii) *Dans cette optique, inviter Vétoprox à recentrer ses activités de façon à s'assurer d'une rentabilité rapide. A cet effet, il devra préciser sa vision (réaliste) d'intervention dans le cadre de la SA rurale (abandon ou continuation ; types d'activités ; zone d'intervention ; personnel ; modalités de fonctionnement et de suivi...). En fonction de l'option prise, la dette actuelle de Vetoprox devrait être renégociée. Une remise partielle de la dette devrait lui être consentie du fait que les raisons de l'échec du système SVPP ne lui incombent qu'en partie.*

   (iv) *Identifier les comptoirs vétérinaires actifs en milieu rural dans les secteurs de Huye qui ne seront plus couverts par Vétoprox et vérifier leur efficacité auprès des éleveurs résidant dans leur zone d'intervention. Les autorités locales (SE de Cellules et de Secteurs), ainsi que le Chargé d'Elevage du District (CED) devront également être consultés*

   (v) *Analyser conjointement avec les vétérinaires candidats leurs besoins en renforcement (formation, fonds de roulement, équipements ...) en fonction d'un "business Plan" réaliste. Le montant plafond par comptoir et les modalités d'appui financier devront être précisés par le projet. A cet effet, un contrat clair sera établi avec chacun des vétérinaires candidats et des indicateurs SMART seront précisés (après concertation).*

   (vi) *Organiser des formations communes ainsi que des réunions et voyages d'études pour promouvoir les échanges et la concertation entre les différents vétérinaires privés des districts. Un objectif à plus ou moins long terme est de mettre sur pied une "association" de ces TV, en vue de réaliser des achats groupés de produits vétérinaires et/ou de les placer sous la tutelle d'un docteur vétérinaire, au cas où la loi les y obligerait.*

4) *Mieux intégrer les Services Vét. Publiques dans le dispositif de SA de proximité en les impliquant plus étroitement à certaines actions qui relèvent de leurs fonctions régaliennes : (i) participation à la sensibilisation des éleveurs ; (ii) collaboration au choix des candidats TV dans le cadre du volet "SA de proximité" du projet ; (iii) contribution à la présentation officielle de ces TV aux autorités locales et à la population ; (iv) réalisation des missions de suivi / contrôle des comptoirs vétérinaires ; (iv) centralisation des données zoo-sanitaires ...*

5) *Mettre en œuvre un réseau de SA de proximité regroupant, sous le patronage de chaque CED, les principaux acteurs de la SA rurale. Appuyer l'organisation de réunions de concertation périodiques : échange d'informations ; organisation des campagnes de vaccination ; établissement des programmes de prophylaxie ; concertation pour l'organisation pratique du programme de détiquage ; dispositif de collecte des données zoo-sanitaires ; coordination pour la mise en place des comptoirs vétérinaires en zone rurale (éviter les concurrences et assurer une bonne couverture de toutes les zones) ...*

2.2 RÉSULTAT 2 : *INTÉGRATION AGRICULTURE – ÉLEVAGE AU SEIN DES PETITES EXPLOITATIONS*

2.2.1 Etat d'avancement des réalisations

Tableau 2 : Etat d'avancement du R2

Indicateurs	Prévu	Réalisé	Apprec	Commentaires
• Nbre d'exploitants « modèles »	120	120	😐	(+) Nombre important d'exploitants impliqués dans le volet de recherche / action (-) Problème initial de choix des agro-éleveurs témoins (proximité entraînant un effet d'imitation des exploitants modèles) (-) Difficulté de suivi des bénéficiaires du fait de leur dispersion sur l'ensemble du District
• Nbre de techniques agri-élevages testées et retenues	8	8	☺	(+) Vulgarisation réalisée par le projet (CP puis CIAE) avec l'appui de la FACAGRO (enseignant et étudiants) ; (+) Méthodologie FFS utilisée à compter de 2010 (+) Taux d'application du paquet technologique globalement bons
• Production de documents de capitalisation	1	0,8	☺	(+) Diffusion du rapport intermédiaire aux PTF ; le rapport final sur le paquet technologique est achevé et devrait être prochainement diffusé

2.2.2 Commentaire global :

Ce volet a été conduit avec le concours d'un enseignant chercheur et des étudiants de la FACAGRO (NUR) dans le cadre de leurs mémoires.

Les différentes techniques agricoles et zootechniques appliquées sont généralement connues. Le challenge consistait à les intégrer judicieusement, de manière à obtenir une productivité optimale des petites exploitations (productions végétales et animales). Les résultats analysés portent sur les effets (en termes de production, de revenus et d'amélioration de la structure du sol) et sur le degré d'adaptation des thèmes proposés.

Le projet a également testé 2 nouveaux types d'étables en vue d'une production optimale de fumier : (i) étable fumière à litière montante et (ii) étable sur caillebotis. Le 1er modèle a permis d'accroître considérablement la production de fumier, mais les animaux élevés selon ce système présentent un aspect extérieur plus sale.

Certains thèmes ont connu des défaillances soit en raison du surcroît de travail que la technique exigeait (ex. : hachage du Pennisetum), soit en raison d'une compréhension insuffisante de leurs intérêts (prophylaxie, semis en ligne pour certaines cultures). Les techniques les plus porteuses ont été copiées par les agro-éleveurs voisins (techniques de LAE, semis en ligne du maïs et du haricot).

Les résultats de ce volet recherche-action ont été consignés dans un rapport final. Toutefois, la vulgarisation du paquet technologique apparaît douteuse dans le contexte actuel, suite à la mise en application des politiques de regroupement des agro-éleveurs dans les villages et du « Land Use Consolidation » (monoculture sur de grandes surfaces). L'intérêt du volet 2 risque donc d'avoir une portée très limitée sur le plan national.

2.2.3 Recommandations

6) *Les résultats de ce volet "recherche-action" devraient être diffusés sous une forme plus conviviale en tirant les leçons (positives et négatives) de l'approche et de la mise en œuvre des activités. Ce document de capitalisation permettra de valoriser l'important travail effectué, y compris en dehors des frontières du Rwanda, dans des contrées où le contexte est relativement similaire (Burundi, Kivu montagneux ...)*

2.3 RÉSULTAT 3 : *IMPLICATION DES FEMMES DANS LES ACTIVITÉS D'ÉLEVAGE*

2.3.1 Etat d'avancement et indicateurs

Tableau 3 : Etat d'avancement du R3

Indicateurs	Prévu	Réalisé	Apprec	Commentaires
• Nbre de couples formés en « Genre & Développement »	620	1.097	☺	(+)Au départ : formation des comités des sections de base (48 personnes). Vu le succès, il y a eu extension aux autres membres (formation en cascade par les comités : 125 associations); les formations s'adressent aux couples. (+) Elaboration d'un module de formation pour les formateurs + document de référence remis à chaque association
• Nbre de groupements de femmes appuyés par le projet	34	83	☺	(+) Tous les groupements Imbaraga du District ont été touchés (+) Formation en gestion des associations et mise en place d'un système de suivi de l'application des notions apprises
• Nbre de femmes membres des groupements appuyés par le projet	576 762	1008 1837	☺	(+) Formation en techniques d'élevage pour les membres des associations bénéficiaires du programme de recheptellisation (taux de participation des femmes : 67%) (+) Distribution d'équipements pour alléger le travail des femmes : kit «entretien de l'étable[9] » (3 kits x 82 associations) + 1 faucille / femme (coupe plus aisée du fourrage)
• Nbre de femmes occupant un poste de responsabilité	19	39	☺	• Présidence des sections de base : 3 femmes / 4 postes • Membres des comités des associations : 75 % de femmes
• Nbre de femmes bénéficiaires d'une AGR	576	536	☺	(+) Appui à la mise en œuvre d'une activité de petit élevage chez les femmes membres d'Imbaraga : crédit rotatif « cheptel » (2 chèvres / femme) + équipement d'élevage + implantation de cultures fourragères + instauration d'une mutuelle de santé animale (+) Appui à 3 associations Imbaraga pour la production d'arbres fruitiers et de plantes fourragères (mise en place de 3 pépinières)

2.3.2 Commentaire global :

Ce volet est celui qui a reçu la plus forte appréciation par les participants (femmes ... mais aussi hommes) aux différents ateliers menés dans le cadre de l'évaluation. La pertinence des actions du projet dans ce domaine atteint une cote de 90%, tandis que l'efficacité est proche de 80% et la durabilité des actions mises en œuvre est appréciée à son maximum (100%) en ce qui concerne l'intégration des femmes dans la société.

Les formations "Genre et Développement" ont été très appréciés et ont eu des effets notables[10] notamment en matière d'amélioration de l'harmonie familiale, d'acquisition durable de compétences par les femmes pour assumer leurs rôles dans la société ou dans les groupements de base, d'accroissement de l'indépendance économique des femmes.

Il convient de noter que les actions du projet dans le domaine du genre ont été confortées par la politique de l'Etat en la matière (augmentation de la prise en compte des femmes dans le fonctionnement de la société).

Les autres formations ont permis de renforcer les compétences des femmes, principalement dans les domaines de l'élevage et de l'organisation coopérative. Cependant, le niveau de compréhension des thèmes est assez disparate, car le relais par les personnes formées n'a pas toujours été de bonne qualité.

Le projet a accordé une place importante aux femmes dans les actions du projet : (i) 78% des exploitants modèles (R.2) sont des femmes ; (ii) 80% des ménages bénéficiaires vulnérables (R.4) sont dirigés par des femmes ; (iii) un appui spécifique à l'allègement des tâches des femmes (R3) a été mis en œuvre avec succès

---

[9] *Le kit entretien de la chèvrerie comporte 1 brouette, 1 pelle et 1 trident*

[10] *Voir également le point 4.2.2.1*

par le projet (équipements pour les travaux d'élevage, plantation de fourrages dans les parcelles des bénéficiaires ...)

Les effets des actions dirigées vers les femmes sont remarquables; ainsi par rapport à la situation "avant-projet", les effets suivants ont été soulignés par les participants aux différents ateliers :

- allègement de la charge de travail ;
- renforcement des compétences en élevage ;
- regain de confiance et de moral ;
- amélioration des rôles "reproductifs" des femmes (capacité à mieux assurer les soins, l'alimentation et l'éducation des enfants)

2.3.3 Recommandations

7) *Renforcer les compétences des éleveurs relais en vue de mieux former les bénéficiaires à la base et accroître la diffusion et l'utilisation des supports de formation (boîte à images, affiches, brochures ...)*

2.4 RÉSULTAT 4 : *AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES VULNÉRABLES*

2.4.1 Etat d'avancement et indicateurs

Tableau 4 : Etat d'avancement du R4 :

Indicateurs	Prévu	Réalisé	Appr.	Commentaires
• Nombre de « sites » touchés	8	9	☺	(+) Choix des villages prioritaires réalisé avec la collaboration des autorités locales et des présidentes des sections de base Imbaraga
• Nbre de ménages vulnérables touchés	450	450	☺	(+) Sélection des bénéficiaires sur des bases participatives et transparentes (établissement participatif de critères de vulnérabilité ; choix des bénéficiaires par vote de la population + validation des choix par des visites à domicile) (+) Formation de base en petit élevage préalablement à la diffusion des animaux (+/-) Construction d'abris mixtes pour les chèvres et les lapins … mais les toitures ne sont pas conformes au regard des décisions étatiques (+) Octroi d'équipements de bonne qualité (4 cages équipées pour les lapins ; 1 mangeoire pour les chèvres) (+) Implantation de cultures fourragères (+/-) Mise en place d'un accompagnement zootechnique et sanitaire … mais défaillance dans le suivi vétérinaire (problème de l'efficacité de Vétoprox)
• Nbre de chèvres diffusées	468	505	😐	(+/-) Qualité assez moyenne des animaux diffusés en raison des conditions d'acquisition (achat sur les marchés locaux) (+/-) Performances zootechniques actuelles de l'élevage caprin relativement encourageantes (voir annexe 6)
• Effectif actuel en caprins	SO	1271		
• Nbre de lapins diffusés	495	588	☹	(-) Qualité assez médiocre des lapins diffusés du fait de la dégénérescence généralisée du cheptel cunicole local (-) Paramètres zootechniques globalement très faibles … mais, certaines éleveuses réalisent des performances remarquables (voir annexe 6)
• Eff. actuel en lapins (adultes + jeunes)	SO	9106		
• Approche holistique nbre activités	Non prévu	2	😐	(+) Mise en place de 225 jardins de cuisine et formation en cascade « d'artisans » spécialisés dans la confection de ces jardins potagers (-) Durabilité réduite de ces « kitchen gardens » et utilisation encore peu optimale (+) Plantation de 2260 arbres fruitiers chez 225 ménages

• Appr. holistique Nbre modules formation	1	9	☺	(+) Apprentissage de notions fondamentales pour l'amélioration des conditions socio-économiques et sanitaires de la famille : • Thématique élevage : (i) notions de base en petit élevage ; (ii) gestion de la reproduction des lapins • Thématique agricole : (iii) jardins de cuisine ; (iv) techniques d'arboriculture fruitière • Thématiques sanitaires et nutritionnelles : (v) hygiène ; (vi) MST et SIDA ; (vii) planning familial ; (viii) éducation nutritionnelle • Thématique sociale : (ix) organisation coopérative

2.4.2 Commentaire global :

Bien que les actions d'appui aux ménages vulnérables soient relativement récentes (1ère diffusion des animaux en mars 2009), les résultats obtenus sont globalement encourageants. Les productions agricoles ont été accrues et diversifiées (cultures potagères et fruitières) essentiellement grâce au fumier produit par les animaux diffusés par le projet sous forme de crédit rotatif. Par contre, les productions animales sont encore modestes en raison (i) du cycle assez long de l'élevage caprin[11] et (ii) des performances zootechniques souvent assez médiocres de l'élevage cunicole (faible productivité des lapines[12], mortalité assez élevée[13]). Néanmoins, les lapins ont contribué à améliorer les revenus et l'alimentation de nombreux ménages.

Deux autres problèmes peuvent compromettre la réussite de l'élevage dans les petites exploitations : (i) la non-prise en compte des autres animaux de l'exploitation dans le dispositif de suivi sanitaire et zootechnique des bénéficiaires et (ii) l'ignorance des effectifs maximum en reproductrices en fonction des capacités de chaque exploitation.

La réussite de ce volet relève principalement d'une approche assez globale de la problématique de la vulnérabilité. Ainsi, les facteurs de production ont été étoffés (introduction du petit élevage, du jardin de cuisine, des cultures fruitières) et les compétences des agro-éleveurs ont été renforcées sur les plans techniques (petit élevage, pratiques agricoles et de LAE), sanitaires (hygiène, MST…), nutritionnels, familial (harmonie du couple, planning familial) et organisationnels. Le projet a également contribué à l'amélioration des conditions de logements (construction de latrines) et a renforcé le fonctionnement des tontines.

Les effets obtenus sont importants et touchent les principaux aspects de la vulnérabilité :

- Amélioration de la sécurité alimentaire (accroissement du nombre de repas en période de disette et diversification alimentaire)
- Accessibilité accrue aux soins de santé
- Augmentation de la fréquentation scolaire
- Accroissement de l'épargne
- Renforcement de l'harmonie familiale et de l'intégration sociale (participation à la vie communautaire et aux prises de décisions)
- Diminution de la charge de travail des femmes (capacité à engager de la main-d'œuvre pour certains travaux agricoles).

Toutefois, la durabilité et l'importance des effets (notamment en ce qui concerne l'alimentation, la fertilité des sols et l'épargne) risquent d'être limitées pour les ménages très pauvres qui seront déplacés en raison : (i) des risques de ventes des animaux ; (ii) de la diminution prévisibles de la production agricole (réduction de la fumure organique, réduction des superficies agricoles)

---

[11] *Il faut compter environ 15 mois entre la diffusion des chèvres et l'exploitation de leurs premières descendances*

[12] *La productivité des lapines est pénalisée par un nombre très faible de portées par an : 3,2 portées/ lapine / an … au lieu des 6 escomptées*

[13] *Taux de mortalité des lapines : 19% ; taux de mortalité des jeunes : 44%*

2.4.3 Recommandations

Le rôle du petit élevage étant primordial dans l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, il est essentiel de renforcer la productivité actuelle du cheptel à travers les actions suivantes :

8) *Procéder le plus rapidement possible au remplacement des femelles peu productives (ou mauvaises mères) par des jeunes femelles issues des meilleures mères.*

9) *Acheter rapidement des reproducteurs lapins de race Néozélandaise ou Californienne (contacter le LUVUPEL pour tirer les leçons de l'acquisition des reproducteurs en Belgique)*

10) *Réviser la gestion de la reproduction en suivant les conseils repris dans la brochure de vulgarisation sur la reproduction. En particulier : (i) le rythme de saillie doit être respecté : saillie au sevrage des lapereaux (soit 40 j après la mise-bas) ; (ii) la préparation de la boîte à nid se réalise 5 j avant la date prévue de mise-bas (n'utiliser que des matériaux secs + poils de la lapine) ; (iii) la boîte à nid ne doit être retirée qu'après 1 mois (4 semaines)*

11) *Prévoir un élargissement des actions d'élevage dans les exploitations bénéficiaires : (i) réaliser une couverture sanitaire touchant tous les animaux de l'exploitation (programme de prophylaxie identique) ; (ii) conseils zootechniques pour les autres animaux (logement, hygiène, alimentation ...)*

12) *Assurer une réflexion et une formation sur la gestion du cheptel. : limitation du nombre de reproductrices en fonction des capacités de l'exploitation : disponibilité en place (taille du bâtiment et nombre d'équipements-cages) ; production des cultures fourragères (notamment durant la saison sèche) ; disponibilité en main-d'œuvre ...*

En l'absence de mesures d'accompagnement aux mesures étatiques liées à la réforme agraire, les ménages les plus vulnérables risquent d'être confrontés à des effets dramatiques. Le Proxivet doit donc prendre des dispositions pratiques, en vue de limiter certains effets néfastes de ces mesures.

13) *Etablir d'urgence une liste de la situation des ménages bénéficiaires en prenant en compte (i) la conformité, ou non, de leurs logements (matériaux pour la toiture) ; (ii) la localisation de leurs logements (dans ou hors des sites des imidugudu) ; (iii) la taille de leurs exploitations.*

14) *Prévoir un appui aux ménages les plus vénérables pour couvrir leurs chèvreries avec des matériaux durables (tuiles ou tôles) ; débuter les réfections des toitures chez les bénéficiaires situés dans les sites des imidugudu (les bâtiments pourront alors servir de logement temporaire pour les animaux des ménages qui seront déplacés dans le cadre de la politique de villagisation)*

15) *Etablir un contact avec ADA /APROJUMAP et ATD) pour la mise en place d'un projet transversal d'appui à la réinstallation des ménages vulnérables déplacés (appui à la construction d'un logement conforme ; mise en œuvre d'AGR extra-agricoles pour les ménages n'ayant plus (ou peu) de terres cultivables ; appui psycho-social pour leur réintégration dans la société)*

2.5 LEÇONS APPRISES

A l'issue de cette 1ère phase, et bien que la seconde phase soit déjà formulée, il apparaît utile de tirer un certain nombre de leçons apprises pour pouvoir adapter certains éléments (stratégie, approche ou activités) de la seconde phase en fonction de l'évolution du contexte et des leçons tirées. Le tableau ci-après reprend l'essentiel des leçons à retenir.

Tableau 5 : Principales leçons acquises durant la 1ère phase

Leçons apprises	Recommandations pour la 2° phase
1. Dans le domaine de l'approche stratégique pour l'installation d'un dispositif de SA de proximité pour les petits agro-éleveurs	
(-) Echec relatif du système SVPP de type PME (structure hiérarchisée comprenant un médecin vétérinaire et des agents vétérinaires) dans le contexte actuel du Rwanda.	(i) Orientation du dispositif de SA de proximité vers l'appui ciblé individualisé à des TV déjà installés dont la qualité des services est appréciée par leurs clientèles rurales (ii) Structuration ultérieure éventuelle en fonction des exigences de l'Etat (comptoirs placés sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire) ou des besoins ressentis par la TV (achats groupés d'intrants, défense de leurs intérêts …)
(-) Relations conflictuelles entre « vétérinaires » publiques et privés. Les dénigrements du SVPP par les services vétérinaires déconcentrés sont relayés par la majorité des autorités locales. Cette attitude entraîne une répercussion néfaste sur la visibilité et la crédibilité du projet	(i) Assurer une meilleure intégration des services vétérinaires publiques dans le dispositif des réseaux des SA de proximité (rôle de suivi, contrôle, coordination …). (ii) Prévoir des formations pour renforcer leurs capacités dans l'accomplissement de leurs rôles régaliens (iii) Organiser des rencontres périodiques de concertation entre les principaux acteurs de la santé animale au niveau d'un district
2. Dans le domaine de l'approche stratégique et opérationnelle de la lutte contre la pauvreté	
(+) Excellente approche pour le choix des sites et des bénéficiaires, intégrant les autorités administratives locales et les populations des sites retenus	Maintenir l'approche, mais adapter éventuellement le processus de choix en fonction du contexte nouveau (regroupement des ménages ruraux au sein d'imidugudu)
(+) Effets bénéfiques sur les différents aspects de la pauvreté (sanitaires, nutritionnels, éducatifs, économiques, sociaux et psychologiques) grâce à la mise en œuvre d'actions diversifiées couvrant les aspects productifs (agriculture, élevage, …) et éducatifs (éducation à la paix, au genre et développement, à l'organisation coopérative, aux aspects sanitaires et nutritionnels...) …Mais, les aspects psycho-sociaux des ménages très pauvres ne sont pas directement pris en compte et risquent de devenir primordiaux dans le cadre des importantes réformes du monde rural qui toucheront davantage les plus démunis.	(i) Intégrer une composante psycho-sociale pour pouvoir mieux accompagner les ménages les plus vulnérables dans les bouleversements de leurs conditions de vie que ne manqueront pas d'entraîner les nouvelles mesures étatiques. A cet effet, s'inspirer de l'approche du SOLIVES (prévoir des réunions d'échanges et des visites sur le terrain) (ii) L'incorporation d'AS dans un projet de développement axé sur les ménages vulnérables est à encourager. Cette option renforce les relations de confiance entre les groupes marginalisés et l'équipe du projet, la cohésion et la solidarité au sein du groupe des vulnérables. Elle facilite l'adoption des « innovations techniques » proposées et, in fine, accroît l'impact des actions mises en œuvre
(+) Effets notables des formations sanitaires et nutritionnelles : amélioration de l'hygiène (corporelle, vêtements, habitation…) ; diminution du nbre de cas de malnutrition ; acceptation des pratiques de planning familial…	Poursuivre ces formations et prévoir des recyclages. Faire participer les autres villageois intéressés (renforcement de l'impact et du processus d'intégration des groupes marginalisés). Impliquer également les chefs de villages
(+/-) Les AGR ont été essentiellement orientées vers des activités « agri-élevage » dont la portée sera vraisemblablement réduite au regard des mesures étatiques qui toucheront plus spécifiquement les petits agro-éleveurs. Les ménages déplacés propriétaires de petites parcelles (moins de 10 ares) risquent de perdre leurs exploitations (échange ou vente de leurs parcelles pour acquérir un terrain dans le site de l'umudugudu)	(i) Revoir les priorités en matière d'AGR en tenant compte de la nouvelle donne des imidugudu et de la nécessité de former en priorité les bénéficiaires qui se retrouveront sans exploitation agricole (ii) Etablir des concertations avec les projets intervenant sur le même groupe cible avec des thématiques similaires (SOLIVES…)

	Collaborer à l'identification et à la mise en œuvre d'un projet transversal prenant en compte les bénéficiaires en situation de grande précarité dans les différents projets (ONG de développement) intervenant dans la même zone d'intervention : Proxivet, Solives, Provacea, ATD-Quart Monde
3. Dans le domaine du Genre	
(+) Excellente approche pour la sensibilisation des couples aux rôles et responsabilités de la femme	Poursuivre les formations « Genre et Développement » et les élargir à d'autres ménages agro-éleveurs des imidugudu où se concentreront les bénéficiaires. Ceci aura pour effets de renforcer l'impact du projet, de renforcer l'intégration des bénéficiaires au sein de leur nouvel environnement et d'accroître la visibilité du projet et du PLP …)
(+) Impact important des actions mises en œuvre par le projet au niveau des femmes (formations diverses, appui en équipements pour alléger les tâches, diffusion d'animaux et d'intrants agricoles…)	Poursuivre les actions de mise en œuvre durant la phase II, mais prévoir des adaptations en fonction de l'évolution du contexte rural
4. Dans le domaine des actions techniques	
(+) Excellente approche du développement des productions agricoles dans les petites parcelles (< 25 ares) : techniques antiérosives, intégration de l'élevage, valorisation du fumier, techniques agricoles appropriées, diversification des productions (fruitières et maraîchères)	La prise en compte des différentes composantes de l'exploitation agricole est excellente … MAIS, des adaptations majeures devront être probablement réalisées en fonction de la mise en œuvre des politiques agricoles (« Land Use Consolidation », régionalisation des cultures …) et de la réduction prévisible des superficies agricoles des petits exploitants
(+/-) Qualité globalement bonne des bâtiments d'élevage … MAIS, la conception n'est pas optimale : (i) non-conformité par rapport aux normes exigées par les autorités locales (interdiction de la couverture en paille) ; (ii) manque de protection contre les vols, ce qui entraîne le logement des animaux dans l'habitation du propriétaire durant la nuit (problème d'hygiène)	(i) Compte tenu des dispositions étatiques, remplacer la paille par des tuiles (ou des tôles) (ii) Revoir la disposition des clapiers et chèvreries (attenante directement au logement) (iii) Au niveau des chèvreries / clapiers, mettre en place un dispositif antivol (porte en bois de menuiserie + cadenas ; mur en briques adobes).
(-) Focalisation quasi exclusive des actions du projet sur les seuls animaux diffusés par le projet	Elargir l'appui-conseil et les soins prophylactiques à l'ensemble des animaux de l'exploitation et intégrer les chèvres ' « non-projet » dans la chèvrerie du propriétaire
5. Dans le domaine de la gestion opérationnelle du projet	
(+) Bonne gestion opérationnelle du projet grâce à la mise en œuvre de procédures responsabilisantes et d'outils de gestion efficients	Mieux intégrer la gestion de l'intervention dans une dynamique GAR avec la mise en place de dispositifs appropriés de suivi de l'efficacité des actions et de gestion des risques
(-) Insuffisance de l'appropriation du projet par le PLP	Renforcer l'appropriation du projet par le PLP à travers une participation plus active dans certaine tâches / missions du projet :
(+) Effort notable en matière de capitalisation des données et des résultats obtenus au cours de la 1ère phase. Mais la plupart des documents se présentent plus comme des rapports que comme de véritables documents de capitalisation	Poursuivre l'effort de capitalisation en adoptant une présentation et une structuration des informations plus accessibles et opérationnelles en vue d'une diffusion plus large. Orienter l'analyse vers les leçons apprises et les recommandations en vue d'un partage des expériences acquises.

3 EVALUATION

Note préliminaire à l'évaluation des critères de performance du projet :

Pour établir les appréciations relatives à ces critères, la mission d'évaluation a adopté une approche participative en y impliquant les principaux acteurs de l'intervention, plus particulièrement les bénéficiaires et l'équipe du projet.

La mission a mené cette évaluation en se basant sur des tableaux qui structurent et facilitent l'analyse de l'exécution du projet suivant les critères classiques (pertinence, efficience, efficacité, durabilité…) en fonction d'un certain nombre de questions-clés et des acteurs concernés. Un système de cotation des différents points examinés a été mis en œuvre dans le but de fournir une appréciation chiffrée de chaque élément. Il permet de faire mieux ressortir les points forts et les points faibles du projet. La cotation est établie de manière participative entre « l'évaluateur » (sur base des constats de terrain, des interviews réalisées et des documents analysés) et les personnes concernées par les éléments évalués (projet, partenaires, bénéficiaires). Chaque note attribuée est enrichie d'un commentaire et éventuellement d'une recommandation. Les cotations des différents éléments d'une même rubrique sont totalisées pour donner une note globale (en %) qui reflète la bonne (ou mauvaise) marche du projet par rapport à chaque critère analysé.

Au total, ce sont plus de 660 données quantitatives et qualitatives qui ont été appréciées sur cette base participative.

3.1 CRITÈRES DE BASE

3.1.1 Cohérence

La cohérence globale du PROXIVET est excellent (note d'appréciation : 88%) en raison d'une bonne cohérence interne puisque le projet s'inscrit étroitement dans le cadre stratégique de l'ONG et du programme VSF / DGCD et que le niveau de concertation et de collaboration avec les structures de développement intervenant dans la zone est très bon.

3.1.1.1 Cohérence interne

Le projet Proxivet présente une très bonne cohérence vis-à-vis du programme VSF-B / DGCD 2008-2010, puisqu'il s'inscrit dans l'objectif global qui vise à optimiser la contribution de l'élevage dans l'économie sociale des ménages agro-éleveurs. En effet, les actions mises en œuvre visent clairement à renforcer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages vulnérables par l'accroissement des productions du petit élevage.

Pour ce faire, le Proxivet intervient dans des thématiques qui sont des domaines d'excellence de VSF-B : santé animale de proximité à travers le soutien à des services vétérinaires privés, amélioration de la conduite de l'élevage, intégration agriculture-élevage, renforcement des capacités des acteurs.

Le projet intègre également la stratégie partenariale de VSF-B (renforcement des capacités et responsabilisation progressive dans l'exécution du projet).

Il intervient dans une des zones de concentration géographique de l'ONG : l'Afrique Centrale.

3.1.1.2 Concertation, complémentarité et synergie

Globalement la collaboration existant entre le projet et les autres structures partenaires (Projets / ONG, Institutions de d'enseignement, Administration décentralisées, Services Vétérinaires Déconcentrés) est globalement considérée comme bonne : contacts ouverts et de bonne qualité ; échange d'expériences et appuis mutuels.

- Au niveau des **autorités nationales et décentralisées**, les relations se traduisent essentiellement par des concertations et des échanges d'informations (transmission des rapports, participation à des réunions organisées par l'un ou l'autre des partenaires, missions de suivi et d'évaluation conduites par la Province

…). En outre, le Proxivet apporte son appui financier au fonctionnement du FFP (qui est l'équivalent du JAFD au niveau de la Province) et assure la présidence de la commission agricole du JAFD.

- Au niveau des autres structures de développement (PASNVA, APEL, SOLIVES, PROVACEA, ACCORD, OXFAM…) les relations sont plus orientées vers des échanges d'expériences (échanges de documents et de rapports) et des collaborations (formations conjointes organisées à l'initiative du Proxivet). La concertation entre les différents projets intervenant dans le District en matière de développement est assurée dans la cadre du JADF.

- Au niveau des structures de recherche et d'enseignements, les relations se sont tissées autour des thèmes de recherche : parasitologie avec l'ISAE et intégration agriculture-élevage avec la FACAGRO (NUR). Le projet a également contribué à l'encadrement de nombreux étudiants : une trentaine d'étudiant (stages FACAGRO) ; 15 mémorants (FACAGRO et ISAE) ; 15 stagiaires de l'EAVK. ; 3 stagiaires en Sciences sociales (UNR ; IPB) ; 2 mémorants en pharmacie.

Toutefois, sur un plan plus global, les relations entre les différents partenaires souffrent d'une absence quasi généralisée de réunions formelles de concertation en raison d'un manque de temps et / ou d'un intérêt limité pour ce type de rencontre. En outre, il y a un manque de réelles concertations en vue d'actions synergiques.

3.1.2 Pertinence

3.1.2.1 Appréciation globale

La pertinence globale du projet est excellente (note de 82 %). En effet, le projet répond parfaitement aux attentes des différentes parties (Ministère de tutelle / RARDA, Autorités administratives, bénéficiaires). Il est cohérent avec la politique belge de coopération et avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement. D'une manière plus explicite, les principaux éléments d'appréciation sont repris dans les paragraphes ci-dessous.

3.1.2.2 Points forts en matière de pertinence

- Les stratégies et approches du PROXIVET sont en bonne concordance avec les politiques nationales et sectorielles de l'Etat rwandais. En particulier, le projet s'inscrit étroitement dans la politique de lutte contre la pauvreté (EDPRS 2008) puisqu'il prend en compte 4 des 7 secteurs clés, à savoir :

  (i) L'agriculture à travers l'intensification des systèmes de production durable de l'élevage et des cultures ainsi que le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs.

  (ii) L'environnement, à travers la protection des sols par la mise en œuvre de dispositifs efficaces de LAE (fossés anti-érosifs; cultures fourragères fixatrices du sol et intégration de compost dans les sols)

  (iii) La gouvernance, par le fait que le groupe cible du Proxivet est constituée majoritairement de ménages très pauvres et vulnérables. Le projet conforte leur intégration sociale, notamment par le biais de leur organisation en groupements sous l'égide du PLP IMBARAGA.

  (iv) Les interventions transversales, grâce à une forte prise en compte de l'aspect genre dans les différentes composantes du projet. En effet, les femmes représentent plus de 70 % du groupe cible. Le projet intervient également, mais de manière plus modeste, sur l'environnement (conservation des ressources en terre)

- Dans le cadre de la décentralisation, les actions du Proxivet sont jugées comme pertinentes par les autorités locales, puisqu'elles contribuent au développement économique et social de leurs entités. En effet, le projet répond bien aux préoccupations des autorités en matière d'appui aux vulnérables : amélioration de la sécurité alimentaire ; capacité accrue des ménages vulnérables d'acquérir des cartes de mutuelle de santé ; contribution au renforcement de la scolarisation des enfants ; amélioration des

capacités des vulnérables à construire ou à améliorer leurs logements

- La pertinence de l'intervention vis-à-vis des bénéficiaires directs est très bonne (81%). Les actions mises en œuvre sont appréciées comme très appropriées (93%) pour résoudre les problèmes initiaux auxquels les bénéficiaires étaient confrontés avant le démarrage du projet. La majorité de ces problèmes (ignorance des pratiques d'élevage rationnel, absence de cheptel, rôles non reconnus des femmes dans la société …) sont en voie de résolution, mais exigent, néanmoins, que le projet les prennent encore en considération dans le cadre de la seconde phase.
- Le Proxivet répond également à 4 des 8 Objectifs du Millénaire :
    1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim : le groupe cible principal du projet est constitué par les ménages très vulnérables ayant des superficies agricoles < 0,25
    2) Assurer l'éducation primaire pour tous : grâce à l'augmentation des revenus, les familles sont en mesure de mieux assurer les frais de scolarité de leurs enfants
    3) Promouvoir l'égalité des genres : le groupe cible est constitué à plus de 70% des femmes ; elles ont accès à tous les services du projet et tirent des bénéfices appréciables des actions du projet. En outre, les femmes occupent 75% des postes de responsabilité dans les comités des associations.
    4) Combattre le VHS/SIDA : le PROXIVET a mis en place des actions de sensibilisation des familles à la problématique du SIDA.

3.1.2.3 Points faibles

- Le principal point faible en matière de pertinence est lié à la faible résolution de l'accès à des soins vétérinaires efficaces pour la majorité des ménages agro-éleveurs.

Les autres points faibles sont en rapport avec la pertinence vis à vis des autorités administratives :

- Non-conformité des bâtiments d'élevage au regard des directives nationales en matière de couverture du toit (utilisation de tuiles ou de tôles au lieu de paille)
- Implication insuffisante des services vétérinaires déconcentrés
- Faible pertinence du système SVPP, compte tenu du réengagement des vétérinaires de secteur par la fonction publique

3.1.3 Efficience

3.1.3.1 Appréciation globale

Globalement, l'efficience du projet s'avère bonne (83 %). Les ressources du projet sont adéquates pour la réalisation des activités. Elles sont utilisées de manière optimale et appropriées pour atteindre les résultats attendus. Ainsi, les activités réalisées ont permis d'atteindre pleinement, en quantité, qualité et délais, les produits des résultats 3 (implication des femmes dans la gestion et les bénéfices de l'élevage) et 4 (appui aux ménages très vulnérables). Le résultat 2 (intégration agriculture-élevage) est partiellement atteint du fait que le paquet technologique mis au point devra être revu en fonction des mesures liées à la réforme agraire en cours d'exécution (Land Use Consolidation). Par contre, les activités du R1 n'ont pas réellement permis d'aboutir à la mise en œuvre d'un dispositif de santé animale de proximité assurant de manière efficace les soins prophylactiques et curatifs dans les exploitations des petits agro-éleveurs. .

Les activités en lien avec le groupe cible ont, dans leur ensemble, été bien appréciées par les bénéficiaires. Les actions les plus plébiscitées concernent (i) le renforcement du rôle des femmes dans les activités et les responsabilités au niveau familial et communautaire et (ii) les activités liées à la mise en place du petit élevage auprès des ménages démunis.

3.1.3.2 Points forts

Les points forts en matière d'efficience concernent :

- Un excellent taux d'exécution des activités : 105 %
- Une bonne qualité des activités réalisées : appréciation atteignant 80%
- Un bon respect global des délais de mise en œuvre des activités
- Une utilisation globalement efficace et optimale des ressources humaines et matérielles pour atteindre les résultats.
- Une bonne rigueur dans la gestion des moyens logistiques, des équipements et des fournitures. Cette gestion assurée par le GP a été progressivement déléguée en responsabilisant différents cadres du projet.
- Une bonne efficacité dans la gestion du budget : taux de décaissement voisin de 100% et bon respect des procédures de budgétisation, de décaissement et de tenue des pièces comptables.
- Une bonne accommodation des ressources financières et matérielles pour la réalisation des activités. Les ressources humaines ont été progressivement renforcées pour faire face à la charge de travail et au manque d'expérience de l'équipe (notamment en matière de vulgarisation et de suivi).

En outre, les éléments suivants ont également contribué à une bonne efficacité de l'intervention :

- Le projet a utilisé correctement les expériences des autres projets ou partenaires pour accroître l'efficacité de la mise en œuvre de certaines actions. Il a également capitalisé certaines expériences et capacités des deux PLP.
- Le projet a produit un réel effort en vue de rédiger des documents visant à consigner soit les résultats de certains volets (utilisation des plantes médicinales comme vermifuges, paquet technologique pour l'intégration optimale des activités agricoles et d'élevage, enquêtes zootechniques de base …), soit certaines expériences acquises (expérience du SVPP, organisation d'une campagne de vaccination[14]). Ces documents ont fait l'objet d'une diffusion assez large auprès des autorités techniques et administratives, des bailleurs de fonds et de certaines autres structures. Ils ont généralement reçu une bonne appréciation. Toutefois, les documents produits s'apparentent plus à des rapports qu'à des documents de capitalisation qui devraient intégrer, sous un format plus convivial, les leçons apprises et les recommandations.
- Le projet a fait preuve d'un bon dynamisme dans la prise en compte des recommandations externes. Ainsi, le taux d'exécution des recommandations du dernier monitoring atteint 85% avec une bonne qualité de réalisation.

3.1.3.3 Points faibles

- Le rapportage financier accuse des retards en raison d'une maîtrise encore insuffisante des outils de backup par le nouvel AAF.
- Le projet ne dispose pas encore de co-gestionnaire national
- L'efficience des activités liées au R1 s'est avérée assez médiocre au regard des efforts et moyens consentis. Les causes majeures sont à rechercher, d'une part dans les changements importants du contexte (politique et stratégies nationales concernant le milieu rural et plus particulièrement le domaine de la SA) et, d'autre part, dans le manque de dynamisme et de compétences en gestion de la part du coordinateur du SVPP.

[14] *Cette expérience en matière de campagne de vaccination a été présentée sous la forme d'un DVD*

3.1.4 Efficacité

3.1.4.1 Appréciation globale

L'efficacité globale actuelle du projet est encourageante (note 72 %) en dépit des facteurs externes qui ont eu des répercussions négatives sur l'exécution de la prestation[15]. Dans l'ensemble, les activités menées contribuent à un bon niveau d'atteinte des effets escomptés. Les effets les plus marquants concernent en premier lieu la participation effective des femmes aux activités et aux bénéfices des actions de production, ainsi que leur participation accrue aux prises de décisions (aux niveaux familial et communautaire). Les deux autres effets ayant obtenu des scores appréciables en termes de quantité, de qualité et de délais lors de l'atelier d'évaluation participative sont (i) l'amélioration significative des conditions de vie des ménages vulnérables et (ii) l'augmentation des productions dans les petites exploitations grâce à une application correcte du paquet technologique. Par contre, en toute logique, l'amélioration du statut zoo-sanitaire dans la zone d'intervention se voit attribuer un score très moyen sur les plans quantitatif et qualitatif.

La prestation répond très bien aux attentes du groupe cible puisque les participants à l'atelier lui ont attribué une note de 87%. Les bénéficiaires intermédiaires, représentés par l'équipe de Vétoprox, estiment également que le projet a parfaitement répondu à leurs attentes (particulièrement dans les domaines du renforcement de leurs compétences).

Par contre, pour les services vétérinaires déconcentrés, l'appréciation est moins bonne (46%) en raison de la faible efficacité du système SVPP mis en place par le projet et de l'insuffisance des appuis et concertations de la part du Proxivet.

L'efficacité de l'équipe du projet est excellente (86%) pour ce qui est de l'organisation interne du projet (gestion opérationnelle), mais est pénalisée par le dispositif insuffisant de suivi / évaluation, notamment au regard de l'évaluation des effets et de la gestion des risques.

3.1.4.2 Points forts :

- Niveau satisfaisant de réalisation des IOV[16] : taux de réalisation des IOV respectivement de 72% et de 81% pour l'OS et pour les résultats intermédiaires. Les indicateurs défaillants sont ceux en lien avec le R.1 (« nbre de SVPP » et « taux de couverture vaccinale du cheptel bovin »).
- Excellente capacité d'adaptation du projet aux facteurs externes par une recherche participative de solutions qui se sont révélées généralement appropriées (compte tenu des ressources limitées du Proxivet). Toutefois, bien que les évolutions des stratégies nationales en matière de S.A. aient été prises en compte, les solutions idoines n'ont pas vraiment été trouvées.
- Même si le projet n'a pas mis en place un cadre formalisé de gestion des risques, il montre une bonne capacité à les gérer. Ainsi, le Proxivet a mis en œuvre des mesures efficaces pour atténuer soit la survenance des risques soit leurs effets (voir annexe 10 : « Analyse des risques initiaux »). L'appréciation du degré de probabilité d'apparition des risques identifiés lors de la formulation a ainsi baissé de 38 %.
- Le dispositif de suivi opérationnel du projet (exécution des activités) est relativement efficace et est mis en œuvre de manière participative à l'intérieur du projet :
  - (i) établissement de la planification trimestrielle et annuelle avec la participation de cadres et des coordonateurs des PLP. Les planifications trimestrielles se font sur la base de l'état d'avancement des activités du trimestre écoulé ;
  - (ii) élaboration du programme de travail mensuel et hebdomadaire par chacun des cadres sur base de la planification trimestrielle ;

[15] *Le bilan des incidences positives et négatives des facteurs externes sur la réalisation des résultats du projet donne une balance très négative : -42%*

[16] *Voir annexe 5 : « Degré de réalisation des IOV »*

(iii) tenue de réunions bihebdomadaires permettant de faire le point sur les difficultés rencontrées et de rechercher les solutions ;

(iv) réalisation d'un suivi mensuel des actions sur le terrain par le GP

- Les mécanismes et procédures de gestion globale du projet sont très bons :

  (i) la répartition des tâches et responsabilités du personnel est bien établie (organigramme et liens hiérarchiques clairs ; description de postes explicite …)

  (ii) la gestion administrative du personnel du projet est assurée en grande partie par les PLP … mais les techniques de gestion dynamique sont défaillantes

  (iii) la gestion logistique a été déléguée, tout en étant suivie de manière rigoureuse grâce à la mise en place d'outils et de procédures appropriées (2 niveaux de contrôle, dont le contrôle ultime par le GP)

  (iv) le niveau de communication interne et le partage des informations au sein de l'équipe sont performants (réunions bihebdomadaires, échanges d'informations et de documents par e-mail entre les cadres du projet)

- Le rapportage est conforme aux procédures en vigueur au sein de VSF-B. Mais, la production de ces rapports accuse parfois un retard dû, entre autre, aux impératifs de rédiger des rapports spécifiques (en Anglais) pour l'administration rwandaise. Ceux-ci présentent des directives (canevas, périodes couvertes) différentes de celles établies par VSF-B.

3.1.4.3 Points faibles

- Faible prise en compte de l'approche GAR dans la formulation des IOV liés à l'objectif spécifique (absence d'indicateurs d'effets relatifs aux changements induits dans les conditions de vie des ménages bénéficiaires)

- Le dispositif de suivi / évaluation est essentiellement axé sur le suivi opérationnel (suivi de l'état d'avancement des activités). Il n'existe pas de dispositif spécifique de S/E orienté sur la GAR (absence de matrice de S/E, de cadre de gestion des risques et de tableau de la « réflexion critique »)

- En dehors des ateliers d'évaluation participative lors des missions externes, les principaux acteurs (dont les groupes cibles) ne sont pas impliqués dans le S/E et il n'y a pas de mécanisme de restitution et d'analyse des « performances » de l'intervention avec les principaux acteurs concernés.

- Les techniques de gestion des ressources humaines[17] (coaching, évaluation …) ne sont pas appliquées par les coordonnateurs des PLP qui assurent la gestion administrative du personnel recruté sous leur égide.

3.1.5 Effets / Impact

3.1.5.1 Appréciation globale

Les effets actuellement perçus par les différentes catégories de bénéficiaires sont excellents au vue du délai écoulé depuis le démarrage effectif des actions conduites à leur endroit.

Au niveau des groupes cibles (ménages vulnérables, femmes dans les groupements Imbaraga et agro-éleveurs modèles), l'appréciation des effets a été réalisée à travers 4 ateliers MARP « Effets ». L'évaluation de ces effets a concerné les principaux aspects socio-économiques de la vie des ménages. Elle a pris en considération l'importance numérique (proportion des ménages touchés positivement) et qualitative des changements (degré de changement, en mieux ou en moins bien).

L'appréciation des changements s'est faite sur une base individuelle et secrète selon une méthodologie apparentée à une méthode de classification (échelle relative basée sur des indicateurs qualitatifs ciblés). Cette cotation ne prend en considération que la part des changements (directs ou indirects) imputables aux actions

[17] *Une formation dans ce domaine avait pourtant été organisée par VSF-B en mars 2010*

du projet. L'annexe 8 donne la synthèse des résultats collectés au cours de ces ateliers.

Le classement des effets pour les ménages vulnérables est donné dans le tableau ci-après. Ce classement est réalisé en fonction du bilan global prenant en compte l'importance numérique (taux de ménages touchés) et l'aspect qualitatif (profondeur du changement).

Tableau 6 : Effets actuels du projet au niveau des ménages vulnérables[18]

Classem.	Catégories de changements	Appréc. Import. Num.[1]	Appréc. Import. Qualit.[2]	Bilan global
1	Participation à la vie communautaire	2,8	3,8	67%
2	Compétences en petit élevage	3,5	3	66%
3	Satisfaction des besoins alimentaires (en quantité et en qualité)	4	2,5	63%
4	Capacité à acheter les intrants agricoles	4	2,4	60%
5	Accès aux soins médicaux	3	3,1	58%
6	Charge de travail	4	2,2	55%
7	fertilité des sols	4	2	50%
7	Rôle dans la communauté	3,2	2,5	50%
9	Habillement	3	2,6	49%
10	Epargne monétaire	3	2	38%
11	Payement des frais scolaires	2	2,3	29%
12	Conditions de logement	2,5	1,6	25%

*Sources : Ateliers MARP Effets (**46** participants)*

1 : **Importance numérique du changement : (1) : nombre réduit de bénéf. ; (2) : 25% à 50% des bénéf. ; (3) : 50% à 75% des bénéf. ; (4) :: Effets quasi généralisés*

2 : **Importance qualitative du changement : +1 à +4 pour les effets positifs ; -1 à - 4 pour les effets négatifs*

L'analyse des résultats de ces ateliers montre que 9 des 12 éléments d'appréciation des conditions de vie des ménages ont connu un changement important en mieux. Si la note relative à la scolarisation apparaît assez modeste par rapport aux autres catégories de changements, c'est que l'accroissement du taux de scolarisation relève plus de facteurs externes au projet (mesures de l'Etat rendant la scolarisation obligatoire dans le primaire ; crédits provenant de coopératives ou de tontines ; appui d'autres structures). De même, le score de l'épargne est également influencé par d'autres facteurs au titre desquels l'obligation faite à chaque agro-éleveur d'adhérer aux « Umurenge Sacco » (IMF mise en place sous l'impulsion de l'Etat).

L'amélioration des conditions de logement reçoit la moins bonne cote au niveau des effets du projet. En effet, les rénovations des habitations, encouragées par le projet, ont été enrayées par les incertitudes liées à la démolition de leurs logements suite aux directives nationales (destruction des cases en paille ; déplacement des ménages ruraux résidant hors des sites villageois)

3.1.5.2 Points forts

- L'approche assez globale du projet en matière de développement (amélioration et diversification des productions végétales et animales de l'exploitation ; renforcement des compétences techniques ; consolidation du rôle socio-économique des femmes ; éducation sanitaire et nutritionnelle …) a permis une évolution rapide et importante du bien-être des bénéficiaires directs.
- Le Proxivet a pu mettre en place des mécanismes appropriés pour rendre effectives certaines mesures de l'Etat (dans le domaine du Genre, de la sécurité alimentaire, de l'accès aux soins de santé à

[18] *Le bilan global s'exprime en % ; le maximum de points (100%) correspond à une situation idéale où tous les bénéficiaires ont noté un changement très important en mieux dans le domaine évalué. A noter qu'un bilan de 25% peut déjà être considéré comme bon puisqu'il signifierait que la moitié des participants ont enregistré un changement bénéfique moyen.*

travers les mutuelles et de la scolarisation des enfants …)

- Les autorités locales de base (secteurs et cellules) reconnaissent les effets du projet et considèrent que le Proxivet contribue efficacement (mais encore modestement en termes de nombre de ménages touchés) à la réalisation de leurs contrats de performances.

3.1.5.3 Points faibles

- .Le document de projet formulé en 2007, n'avait pas encore intégré suffisamment l'approche GAR et les IOV retenus pour l'OS ne comportaient pas de mesures des effets au niveau du groupe cible.
- Le système de suivi du projet est essentiellement focalisé sur l'opérationnel et n'incorpore pas de dispositif d'évaluation des effets-clés
- La durabilité des changements enregistrés est actuellement incertaine dans le contexte de modification profonde de l'environnement de travail et de vie des ménages vulnérables.

3.1.6 Durabilité

3.1.6.1 Appréciation globale

Bien que la pérennisation des actions développées dans le cadre de la 1ère phase ne se pose pas encore avec beaucoup d'acuité du fait qu'elles seront poursuivies et consolidées durant la seconde phase, il est, néanmoins, opportun de les analyser. A cet effet, la mission a établi le bilan de la situation actuelle en matière de durabilité des bénéfices engendrés par la prestation, principalement dans le cadre de l'amélioration des conditions socio-économiques des ménages vulnérables.

L'analyse réalisée à partir de nombreux critères donne une appréciation encourageante de la viabilité des actions-clés et des bénéfices engrangés (note : 67%). Ainsi, les bénéficiaires considèrent que les changements positifs dans leur situation socio-économique ont de bonnes chances de se poursuivre. En effet, le niveau d'adoption des « innovations » vulgarisées par le Proxivet est excellent, sauf en ce qui concerne le suivi des programmes prophylactiques. La maîtrise technique de ces innovations est globalement satisfaisante, mais doit être encore consolidée, notamment par le biais de recyclages et de visites de suivi et d'appuis-conseils. La viabilité financière est encore assez faible et s'explique par les recettes encore modestes des productions animales de l'exploitation.

Toutefois, au regard des bouleversements importants qui se dessinent actuellement, il importe de tempérer l'appréciation très optimiste des bénéficiaires concernant la durabilité des bénéfices du projet. Ainsi, la durabilité et l'importance des effets risquent d'être annihilées pour les ménages très pauvres qui seront déplacés (notamment en ce qui concerne l'alimentation, la fertilité des sols et l'épargne) : (i) risque de ventes des animaux ; (ii) diminution de la production agricole (réduction de la fumure organique, réduction des superficies agricoles)

Au titre des soins, de la scolarité et de l'épargne, les exigences de l'Etat contribueront à leur durabilité à travers des mesures de contrôle qui se verront certainement renforcées au niveau des villages regroupés (imidugudu).

L'acquisition d'intrants agricoles sera variable en fonction des groupes de bénéficiaires : (i) pour les groupes très vulnérables ne possédant que de superficies très réduites, l'acquisition d'intrants sera très probablement très réduite en raison de la réduction (voire disparition) des terres agricoles et de la diminution de leurs moyens financiers ; (ii) pour les groupes mieux nantis, la capacité d'acquisition d'intrants sera probablement renforcée en raison de l'accroissement de la production des élevages (passage à la phase de croisière) et de la possibilité de prise en charge initiale des intrants (crédit) par l'Etat pour les agriculteurs regroupés en coopératives dans le cadre du "Land Use Consolidation".

L'amélioration des logements constitue une priorité / exigence de l'Etat (démolition des logements en paille), ce qui dynamisera la mise en conformité des logements des familles peu vulnérables. Par contre, pour les ménages très pauvres, la démolition des cases en paille causera un problème quasi insurmontable de relogement sans une aide de l'Etat ou d'organismes charitables.

En ce qui concerne l'harmonie familiale, les formations dispensées devraient contribuer à une certaine

durabilité. Mais, le risque de mésentente familial sera exacerbé si les conditions de vie venaient à se dégrader suite au nouveau contexte (retour à l'insécurité alimentaire et à la précarité financière).

L'amélioration du rôle des ménages très vulnérables dans la société pourrait être renforcée du fait du regroupement dans les villages et du rôle de « leadership » que pourrait jouer les bénéficiaires parmi les ménages pauvres, compte tenu des formations et des résultats obtenus en matière de production. Toutefois, il y a un risque réel de perte de considération des autres bénéficiaires si leur statut économique chute. En outre, la confiance en soi et le moral en seront certainement affectés.

Dans le domaine du Genre, les diverses formations dispensées permettront de contribuer à une pérennisation des effets, pour autant que les conditions de vie des ménages ne soient pas trop affectés par les modifications du contexte. Le maintien des acquis dépendront également des possibilités de suivi et d'appui par les structures d'accompagnement (Imbaraga ...)

Actuellement, la relève de l'encadrement du projet dans les domaines d'intervention nécessitant un accompagnement des bénéficiaires (SA de proximité, suivi des groupements, maintien des compétences techniques …) n'est pas assurée. Seul l'accompagnement des actions « communautaires » (crédit rotatif du cheptel, tontines …) présente une perspective de relais par les sections de base d'Imbaraga.

3.1.6.2 Points forts

- La mise en œuvre, au sein des groupements de bénéficiaires, de mutuelles de SA et de fonds d'urgence en cas d'incapacité financière, constitue une mesure appropriée pour assurer le maintien d'une couverture zoo-sanitaire.
- Les femmes ont acquis les compétences pour continuer à jouer un rôle dans la société ou les groupements et pour mener des activités génératrices de revenus (dont l'activité de petit élevage).
- Les PLP ont bénéficié d'un renforcement important de leurs capacités[19], notamment à travers des formations, des participations à des ateliers / séminaires ainsi que des accompagnements et appuis-conseils réguliers de la part du GP (représentant de VSF-B au Rwanda). Ces appuis ont été globalement très appréciés par les PLP.

3.1.6.3 Points faibles

- Le niveau de compréhension et d'adoption des soins vétérinaires prophylactiques et curatifs est encore assez moyen (absence de certains propriétaires lors des traitements préventifs) ; il en est de même pour certains thèmes zootechniques (abreuvement, rationnement …)
- Les recettes financières des élevages sont peu certaines et irrégulières. Elles sont actuellement insuffisantes par rapport à leurs potentiels (en raison de performances zootechniques assez médiocres, surtout en ce qui concerne la cuniculture)
- La pérennisation de la couverture zoo-sanitaire du petit bétail chez les ménages vulnérables est actuellement très hypothétique (efficacité médiocre et viabilité incertaine du SVPP Vétoprox ; faibles disponibilité et motivations des VS à soigner les petits animaux)
- Forte dépendance d'Imbaraga vis-à-vis de l'appui financier du Proxivet pour assumer ses rôles de suivi et d'accompagnement des bénéficiaires
- Hormis la participation à la planification stratégique et opérationnelle, ainsi qu'à la mise en œuvre de l'intervention, l'appropriation de l'intervention par les PLP s'avère encore insuffisante. Ainsi, le PLP Imbaraga n'est pas impliqué directement dans la gestion des ressources budgétaires et matérielles du Proxivet. La gestion du personnel du projet se focalise sur les aspects purement administratifs, sans prendre en compte les techniques de GRH pour lesquels les responsables d'Imbaraga ont reçu une formation. A part les Présidents des sections de base qui s'impliquent fortement dans la mise en place et le suivi des activités, la participation d'IMBARAGA (niveau national et régional) au suivi des activités

[19] *Le détail de ces appuis figure dans un rapport annexe sur le bilan de la stratégie partenariale*

sur le terrain et aux missions de suivi externes (monitoring et évaluation) est faible (manque de temps du coordonateur Sud et du Secrétaire Exécutif).

3.2 THÈMES TRANSVERSAUX

3.2.1 Note préliminaire

Les thèmes transversaux analysés dans le cadre de l'évaluation finale couvrent le genre et l'environnement qui sont plus particulièrement concernés par les effets directs ou indirects des actions du Proxivet. Il est, cependant, certain que les thématiques du SIDA, de l'économie sociale et des droits de l'enfant ont également été touchés par les activités du projet. Mais, le temps très limité de l'évaluation n'a pas permis d'en réaliser une analyse.

3.2.2 Égalité entre femmes et hommes

3.2.2.1 Appréciation globale

Le thème transversal "Genre" est fortement intégré dans le cadre du projet et l'appréciation globale est excellente (77%). En effet, d'une part plus de 75% du groupe cible est constitué de femmes (discrimination positive dans la sélection des bénéficiaires en faveur des femmes et orphelines chefs de ménages) et, d'autre part, des formations /sensibilisations ont été conduites à une large échelle pour renforcer l'égalité « homme-femme » et l'autonomisation des femmes.

Les actions du projet dans cette dynamique ont été couronnées de succès ainsi que le montrent les résultats de l'analyse des effets liés aux changements dans le statut et les conditions de vie de la femme (voir en annexe 8 la synthèse des données collectées au cours des ateliers MARP).

En particulier, les formations "Genre et Développement" ont été très appréciées et ont eu des effets notables à plusieurs niveaux :

(i) amélioration sensible de l'harmonie familiale (conscientisation du couple sur le rôle des femmes ; prise en commun de certaines décisions, notamment en ce qui concerne l'exploitation des animaux) ;

(ii) acquisition durable de compétences par les femmes pour assumer leur rôle dans la société ou dans les groupements de base. Elles sont, en outre, capables de mettre en œuvre des AGR et de demander des crédits auprès des IMF;

(iii) capacité à gérer convenablement une famille (cas des femmes chefs de ménage) et à assumer des tâches de production à but économique

(iv) accroissement de l'indépendance économique des femmes

(iv) renforcement de l'implication des femmes dans la prise de décisions (aux niveaux familial et communautaire)

En outre, les femmes ont accès, au même titre que les hommes, à toutes les activités et tous les services mis en place par l'intervention.

Les femmes occupent dorénavant la majorité des postes de responsabilité au sein des groupements Imbaraga (présidence de 3 des 4 sections de base dans le District de Huye ; occupation de ¾ des postes dans les comités des associations).

On note un début d'intégration des femmes dans des métiers jusqu'alors considérés comme dévolus aux seuls hommes : 1 femme TV de terrain sur les 6 actifs dans Vétoprox, 5 femmes AER assurant les détiquages dans les exploitations.

3.2.2.2 Points forts

- Les formations en techniques de petit élevage et leur mise en application directe grâce aux diffusions d'animaux et d'équipements ont contribué à un renforcement notable des compétences des femmes.

De ce fait, elles jouissent, de manière indirecte, d'une reconnaissance accrue de leur rôle économique dans la famille[20].

- Le Proxivet est un des rares projets où les actions de développement de l'élevage n'ont pas engendré un accroissement de la charge de travail pour les femmes. Au contraire, toutes les participantes aux ateliers ont affirmé que le projet avait contribué à un réel allègement de leur travail. Les deux raisons majeures évoquées sont les suivantes : (i) l'appui en équipements accordé par le projet pour faciliter les tâches de coupe de fourrages et d'entretien des chèvreries et (ii) l'augmentation des capacités financières des femmes leur permettant d'engager de la main-d'œuvre agricole (grâce aux recettes directes et indirectes de leurs activités d'élevage)

- Les actions du projet ont débouché sur une forte amélioration de la participation des femmes à la vie de la communauté grâce (i) à l'augmentation du temps disponible, (ii) au recouvrement du moral et de la confiance et (iii) à l'accroissement des revenus qui a permis d'acheter des habits corrects et de pouvoir participer aux frais (ou aux cadeaux) pour les fêtes.

- Les activités du projet dans le domaine du genre ont été fortement confortées par la politique de l'Etat en faveur des femmes.

3.2.2.3 Points faibles

- Le seul point faible à noter dans le cadre de cette thématique est le faible niveau de recrutement des femmes au sein de l'équipe du Proxivet (un cadre national + une assistante junior CTB).

3.2.3 Environnement

Dans le cadre du Résultat 2, le projet a développé des techniques d'intégration agriculture-élevage visant, entre autre, l'amélioration foncière dans les petites exploitations.

Outre les résultats positifs de ces recherches-actions, les activités du projet ont permis une réelle amélioration de la fertilité et de la protection des sols grâce surtout au fumier produit, mais aussi aux travaux de lutte anti-érosive (creusement de fossés et plantation de cultures fourragères en haies anti-érosives).

La durabilité de ces effets est, encore une fois, très dépendante des mesures concrètes qui seront mises en œuvre dans le cadre de la réforme agraire, mais aussi de l'accessibilité (au regard des distances et du relief accidenté) des parcelles agricoles depuis les nouvelles habitations dans les imidugudu : problèmes de transport du fumier, d'utilisation des plantes fourragères et d'entretien des dispositifs anti-érosifs.

3.2.3.1 Points forts

- Le Proxivet, malgré sa vocation orientée vers l'élevage, a incorporé dans ses actions un volet important d'intégration agriculture-élevage en vue de conserver les ressources naturelles et d'améliorer la fertilité des sols.

- Le projet a développé des collaborations efficaces dans le domaine de cette intégration avec la FACAGRO et, dans une moindre mesure, avec les chargés d'agriculture des secteurs.

- L'approche relativement holistique développée par le projet a conduit à appuyer les efforts des autorités en matière d'hygiène du milieu. Ainsi, environ 60% des bénéficiaires ont construit des latrines (toilettes). Toutefois, les normes de construction sont rarement respectées (profondeur largement inférieure au 5m recommandés) et leur utilisation par les enfants n'est pas systématique.

3.2.3.2 Points faibles

En matière de construction des abris pour les animaux, le projet a eu recours, dans un premier temps, à des sticks. Mais actuellement, le Proxivet a opté pour l'utilisation de briques adobe.

---

[20] *Jusqu'il y a peu, il était inconcevable qu'une femme puisse porté un pulvérisateur et réalise le travail de détiquage chez d'autres agro-éleveurs.*

4 CONCLUSIONS

Le bilan global de l'évaluation du Proxivet est basé sur l'appréciation participative, avec les principaux acteurs concernés, de plus de 660 indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Il met clairement en évidence les bonnes performances du projet, puisque la moyenne pondérée des points établis pour les différents critères s'établit à 73%. Ce résultat est la conséquence de bilans très satisfaisants au niveau des différents critères d'évaluation d'un projet de développement.

Ainsi :

- La **cohérence interne** du Proxivet est excellente en raison de son inscription très étroite dans le cadre stratégique de VSF-B et du programme VSF / DGCD 2008-2010 : l'adéquation avec les thématiques d'intervention, la concentration géographique, le choix des bénéficiaires et la stratégie partenariale. D'autre part, la collaboration avec les autres structures intervenant dans la zone d'intervention du projet est généralement bonne en termes de concertation et de collaboration. Elle est cependant embryonnaire en matière de mise en œuvre d'actions synergiques.

- La **pertinence est très bonne (82%)**, puisque l'intervention est en parfaite cohérence avec les Politiques et Stratégies nationales et belges dans le domaine du développement rural et qu'elle apporte une solution adéquate aux problèmes majeurs des groupes cibles. La seule restriction concerne la pertinence actuelle du système SVPP, compte tenu du redéploiement des services vétérinaires déconcentrés et du cadre de travail peu favorable à la privatisation des services vétérinaires

- **L'efficience du projet est également excellente (83%)** du fait qu'il existe une bonne adéquation et une gestion efficace des différentes ressources du projet pour réaliser les activités prévues. L'efficience des activités est très avantageuse puisque, d'une part, les bénéficiaires directs ont apprécié la qualité de mise en œuvre des activités et que, d'autre part, l'évaluation de l'atteinte des produits attendus au niveau des résultats est très bonne pour 3 des 4 résultats. Seul le volet « SA de proximité » n'atteint pas le niveau requis en termes de produits (1 seul SVPP mis en place au lieu des 2 prévus, couverture géographique et efficacité insuffisantes …). Le projet a bien intégré la gestion des connaissances (capitalisation des expériences externes et production de documents relatant les résultats de certaines actions-clés).

- **L'efficacité du Proxivet est très satisfaisante (72%)**, vu que les actions menées permettent d'atteindre les effets escomptés (en quantité, qualité et délais) au niveau de 3 résultats intermédiaires. Ainsi, au niveau du R.2, la production globale des petites exploitations a été augmentée grâce à l'application du paquet technologique mis au point suite aux travaux de recherche-actions. Dans le cadre du R.3, les femmes ont acquis une certaine autonomie économique grâce à la réalisation d'activités de production initiées par le projet (dont l'activité de petit élevage). Elles participent activement à la vie sociale et aux prises de décisions (au niveau familial et communautaire). Au titre du R.4, les conditions de vie des ménages vulnérables ont été sensiblement améliorées sur les plans économique et social, ainsi que sur ceux de la sécurité alimentaire et de la santé. Malheureusement, au titre du R.1, l'amélioration du statut zoo-sanitaire de la zone d'intervention n'est pas optimale. Globalement, l'intervention répond bien aux attentes des bénéficiaires directs. L'organisation interne du projet est efficace : bonne répartition des tâches et responsabilités, gestion correcte du personnel, planification et communication interne efficaces, excellent niveau de gestion des équipements et des fournitures. Bien que le dispositif de S/E soit insuffisamment développé, le Proxivet a pu faire face, avec une certaine efficacité, aux facteurs extérieurs qui ont globalement eu une incidence défavorable sur la prestation.

- **Les effets perçus par les bénéficiaires directs sont très encourageants** et portent sur les principaux éléments de lutte contre la vulnérabilité : (i) accessibilité accrue aux besoins fondamentaux (alimentation satisfaisante en quantité et en qualité, soins médicaux, scolarisation des enfants) ; (ii) accroissement des revenus ; (iii) amélioration des conditions sociales et (iv) intégration dans la vie communautaire. De leur côté, les autorités administratives locales perçoivent également des effets

bénéfiques de l'intervention dans le cadre de leurs missions de développement économique et social de leurs entités respectives. Toutefois, le nombre de bénéficiaires et la contribution du projet à la mise en conformité des bâtiments dans les exploitations des ménages bénéficiaires est jugé insuffisants.

- **L'appréciation de la durabilité est assez moyenne** et résulte de deux éléments antagonistes :

  (i) Une évaluation favorable de la pérennisation des actions et innovations initiées auprès des groupes cibles sous l'angle de leur adoption et de leur maîtrise technique.

  (ii) Une pérennisation assez aléatoire des innovations sur le plan financier en fonction des revenus de l'exploitation, eux-mêmes dépendants de l'impact des mesures étatiques visant le milieu rural. En outre, les possibilités de poursuivre certaines actions initiées (pratiques rationnelles d'élevage, intégration agriculture-élevage …) seront fonction des dispositions pratiques prises dans le cadre de la réforme agraire.

- **Au titre des thèmes transversaux**, le Proxivet a largement pris en compte la thématique du genre, puisque près de 75% de ses groupes cibles sont constitués de femmes. Le projet a également mis en œuvre des actions spécifiques pour renforcer les capacités de production des femmes (activités de petit élevage, de cultures potagères …), tout en allégeant leurs charges de travail (octroi d'équipements appropriés). Le Proxivet a également contribué fortement à l'émancipation des femmes et à leur responsabilisation accrue au sein de la famille et de la communauté.

- **En ce qui concerne l'environnement,** le Proxivet a surtout œuvré dans le domaine de la conservation et de la fertilité des sols à travers une optimalisation de l'intégration des activités agricoles et d'élevage et la mise en place de dispositifs anti-érosifs (dont les haies en cultures fourragères).

5 ANNEXES

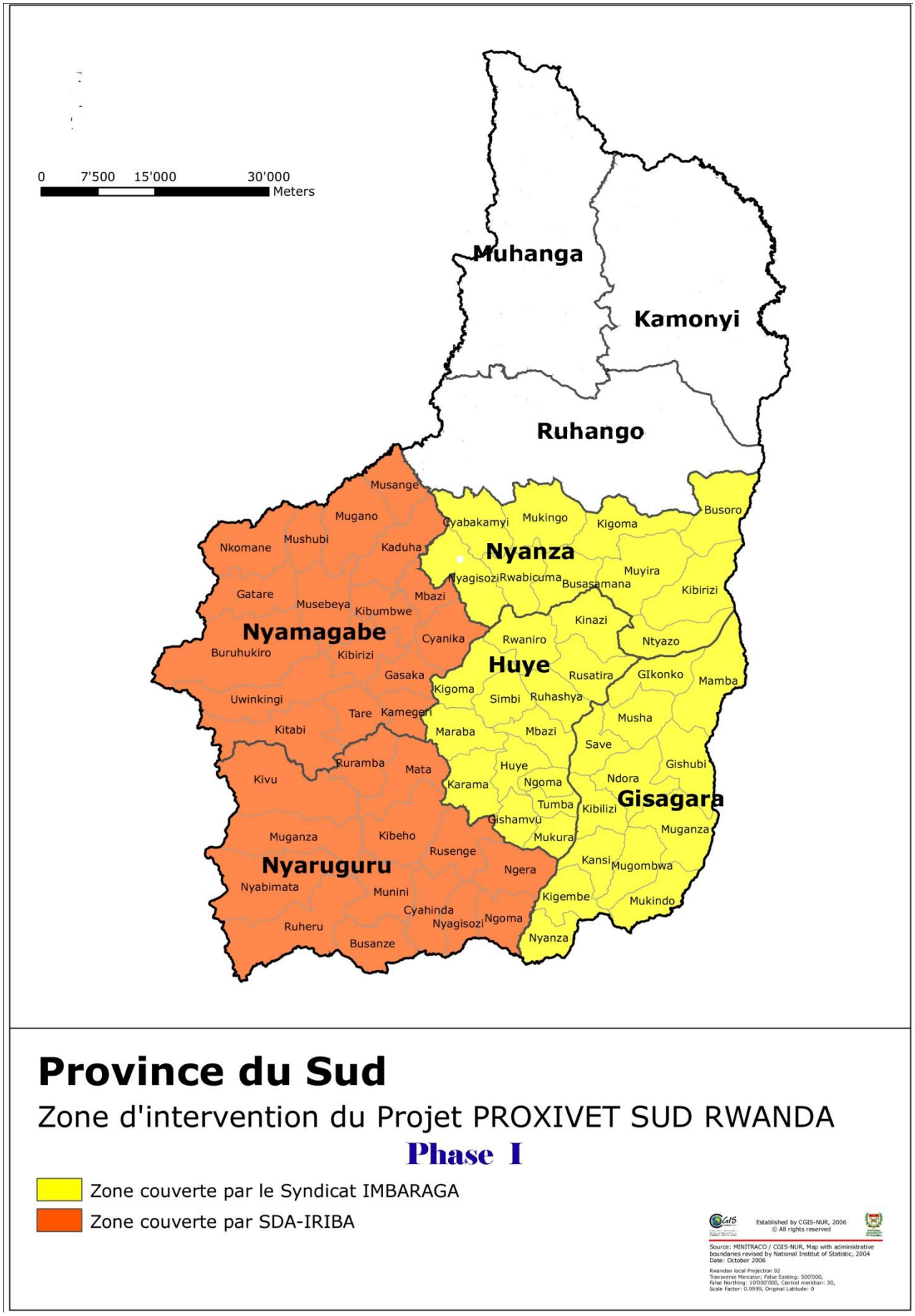
1. Carte de localisation de l'intervention
2. Cadre Logique
3. Organigramme du projet
4. Bilan global de l'évaluation du projet
5. Bilan du système SVPP
6. Bilan zootechnique
7. Bilan des formations
8. Tableau d'analyse des risques initiaux
9. Analyse des nouveaux risques
10. Bilan des effets du projet
11. Bilan de réalisation des IOV
12. Recommandations opérationnelles pour l'UGP

Comptoir Vétérinaire « VETOPROX »

Clapier avec cages démontables

Bâtiment d'élevage combinant les élevages caprins et cunicoles

Annexe 1 : Carte de localisation de la zone d'intervention du projet



Province du Sud

Zone d'intervention du Projet PROXIVET SUD RWANDA

Phase I

Zone couverte par le Syndicat IMBARAGA

Zone couverte par SDA-IRIBA

Established by CGIS-NUR, 2006
© All rights reserved

Source: MINITRACO / CGIS-NUR, Map with administrative boundaries revised by National Institut of Statistic, 2004
Date: October 2006

Rwandan local Projection 92
Transverse Mercator; False Easting: 500'000,
False Northing: 10'000'000, Central meridian: 30,
Scale Factor: 0.9999, Original Latitude: 0

Annexe 2 : Cadre logique du projet

	Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions importantes
Objectif Global	**La contribution de l'élevage dans l'économie et la vie sociale des ménages est optimisée**	En année 3, au moins 50% des bénéficiaires considèrent que l'autoconsommation en produits animaux et que le revenu tiré de l'élevage ont été améliorés	Enquêtes d'impact en fin de projet	*Les conditions climatiques ne perturbent pas les productions agricoles. * La sécurité est assurée dans la Sous Région.
Objectif spécifique	**La santé animale est améliorée grâce à des réseaux vétérinaires privés de proximité et les bases d'une meilleure intégration agriculture élevage sont établies**	* En année 3 : (i) au moins 50% du cheptel bovin est vacciné contre les principales épizooties ; (ii) les taux de mortalité des bovins et des chèvres sont réduits de moitié chez les éleveurs encadrés ; (iii) l'incidence de la PPA est réduit de 30% grâce à des mesures de prophylaxie sanitaire rapides et efficaces. * En année 3, un plan de développement intégré des petites exploitations agri élevage est disponible pour la vulgarisation	* Rapports des campagnes de vaccination. * Résultats des suivis zootechniques auprès d'un échantillon d'éleveurs * Document portant sur le développement intégré au sein des petites exploitations agri élevage	* Les aspects zootechniques et agricoles des petits exploitations seront pris en charge par un projet de développement intégré (Projet d'Intégration Agropastoral au Sud Rwanda) mis en œuvre par VSF-B en année 3. * Les épizooties non maîtrisables ne perturbent pas les productions animales
Résultats interméd.	**R 1 : Des réseaux vétérinaires privés de proximités sont mis en place de manière durable au profit des petits agro-éleveurs de la zone.**	* En année 3, deux Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP), totalisant 2 cadres vétérinaires et 30 techniciens vétérinaires, sont opérationnels et viables sur la zone du projet.	* Rapports du projet * Bilans comptables et financiers des SVPP	* Les Autorités administratives et les chargés Agri élevage collaborent activement. * Le mandat sanitaire est délivré par le RARDA aux vétérin. responsables des SVPP
	R 2 : Les bases d'une meilleure intégration agriculture élevage sont établies dans la perspective d'une stabulation permanente	* En année 3, un paquet technologique est disponible pour la vulgarisation en vue de permettre un développement durable et rentable des petites exploitations intégrées grâce à une utilisation optimale et complémentaire du sol, des cultures et des animaux.	* Document reprenant les différents thèmes techniques et un plan de gestion et d'aménagement global de l'exploitation	* La collaboration avec la FACAGRO de l'UNR est acquise
	R 3 : Les femmes sont mieux impliquées dans les activités de l'élevage et en tirent des bénéfices accrus.	* En année 3, 18 OB relevant du SDA-IRIBA et 16 OB relevant du Syndicat IMBARAGA compte au moins 1/3 de femmes dans le comité. * A partir de l'année 2, le taux de participation des femmes aux séances de formation / sensibilisation atteint au moins 40%. * A partir de l'année 2, au moins 2 tâches d'élevage dévolues aux femmes font l'objet de thèmes visant leur allègement ou l'accroissement de leur efficacité.	* Liste des membres des comités * Compte rendu des séances de formation et de sensibilisation * Fiches techniques portant sur les thèmes d'amélioration des tâches des femmes. * Compte rendu d'ateliers MARP	* La collaboration avec les autorités locales et la sensibilisation des comités des organisations permet une évolution des mentalités chez les membres
	R 4 : Les conditions de vie des familles très vulnérables sont améliorées à travers des activités d'élevage	* En année 3, 225 familles vulnérables auront bénéficiées d'un noyau d'élevage composé de 2 chèvres (porcs) et de 3-5 lapins et au moins 225 familles de 2° génération auront bénéficiées d'un noyau identique à partir des remboursements effectués	* Rapports d'activités du projet * Rapports des comités de suivi	* La collaboration avec les entités décentralisées, au travers des chargés des affaires sociales, est acquise.
	R 5 : Les capacités des organisations locales actives en élevage sont renforcées	* En année 3, les 2 PLP ont les capacités et les compétences requises pour assurer la promotion de l'élevage chez leurs membres. * En année 3, au moins 5 organisations locales actives en élevage auront bénéficiées d'un renforcement technique et managérial	* Audit organisationnel des PLP * Interview des comités et des différents acteurs dans le domaine de l'élevage. * Rapports d'activités du projet	

Annexe 2b : Cadre logique (activités)

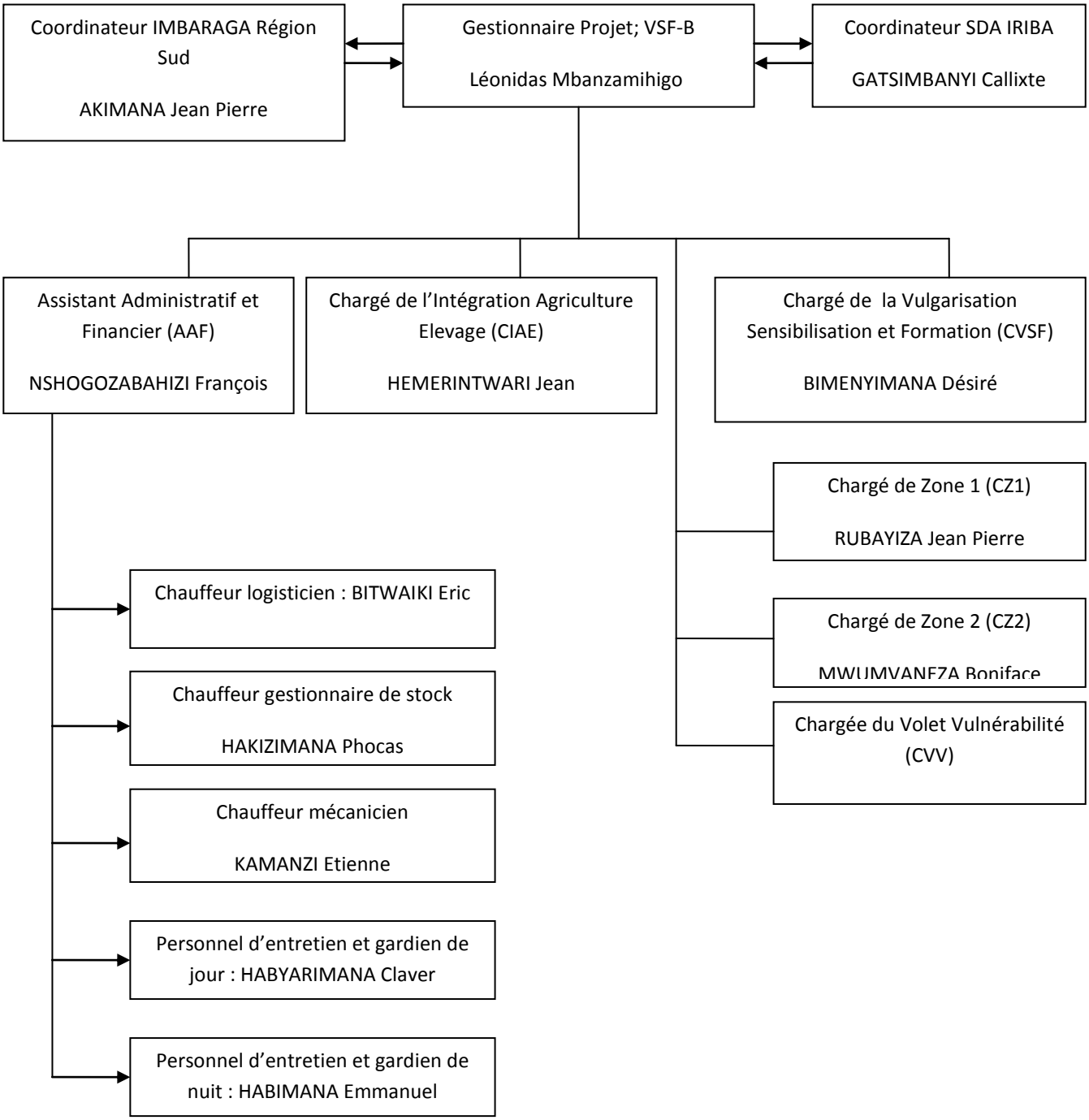
Cadre logique

Résultats & Activités

Résult. N°	Libellé	Act. N°	Activités Libellé
R.1	Des réseaux vétérinaires privés de proximités sont mis en place de manière durable au profit des petits agro-éleveurs de la zone.	1.1	Assurer la mise en place, le suivi des activités liées à ce volet et en faire la capitalisation des résultats
		1.2	Assurer la collaboration entre les différents acteurs de la santé animale dans la zone (Atelier et cadre de concertation)
		1.3	Identifier les cadres supérieurs en santé animale (A0 / A1) capables de gérer les SVPP[1] et appuyer leur installation
		1.4	Identifier les sites d'implantation des CAPEL[2], sélectionner les techniciens vétérinaires et appuyer leur installation
		1.5	Assurer les enquêtes zootechniques de base (situation de référence)
		1.6	Renforcer les capacités des responsables des SVPP dans les domaines technique et managérial
		1.7	Renforcer les techniciens vétérinaires dans les domaines techniques (zootechnie et santé animale) et d'animation
		1.8	Etablir et vulgariser des programmes de prophylaxie minimale adaptée à chaque espèce, y compris les vaccinations
		1.9	Sensibiliser les éleveurs à l'importance de la prophylaxie et des soins curatifs précoces
		1.10	Assurer le suivi-conseil aux SVPP
		1.11	Appuyer le missions régaliennes des services chargés de l'élevage dans les entités administratives de la zone
		1.12	Participer à la capitalisation des données sanitaires et zootechniques dans la zone et en assurer la diffusion
		1.13	Promouvoir l'utilisation de médicaments vétérinaires traditionnels améliorés et conditionnés
R.2	Les bases d'une meilleure intégration agriculture élevage sont établies dans la perspective d'une stabulation	2.1	Assurer la mise en place, le suivi des activités liées à ce résultat et en faire la capitalisation des résultats
		2.2	Identifier et sensibiliser les exploitants modèles.
		2.3	Concevoir et tester des thèmes zootechn. appropriés au contexte de la stabulation dans des petites unités agricoles
		2.4	Assurer le suivi des paramètres zootechniques
		2.5	Concevoir et tester les techniques culturales les plus appropriées dans le contexte de l'intégration agri élevage
		2.6	Concevoir et tester les techniques les plus adaptées pour l'amélioration foncière dans les petites exploitations
		2.7	Établir des plans d'organisation et d'exploitation types pour les petites exploitations pratiquant l'intégration agri élevage
R.3	Les femmes sont mieux impliquées dans les activités de l'élevage et en tirent des bénéfices accrus.	3.1	Renforcer la représentation et la participation effective des femmes au sein des organisations de base
		3.2	Renforcer la participation effective des femmes dans les formations en techniques d'élevage
		3.3	Promouvoir auprès des femmes des AGR (activités génératrices de revenus) dans le domaine de l'élevage
R.4	Les conditions de vie des familles très vulnérables sont améliorées à travers des activités d'élevage	4.1	Identifier les villages prioritaires pour les actions de "Recheptelisation" et sensibiliser la population
		4.2	Identifier les personnes et les ménages vulnérables (en particulier les femmes chef de ménage et les familles touchées par le VIH/ SIDA)
		4.3	Mettre en œuvre un Comité de Suivi des diffusions et rembours. des crédits rotatifs bétail et en assurer le suivi / appui
		4.4	Assurer une formation préalable des familles bénéficiaires
		4.5	Mettre en place les conditions matérielles pour la réussite de leurs élevages (infrastructures et équipements de base)
		4.6	Assurer la diffusion ainsi que le suivi zootechnique et sanitaire des animaux destinés au repeuplement
R.5	Les capacités des organisations locales actives en élevage sont renforcées	5.1	Assurer le renforcement des capacités institutionnelle et opérationnelle des PLP et des autres organisations actives en élevage.
		5.2	Renforcer les capacités d'intervention des 2 PLP3 en vue d'un appui durable aux groupes cibles
		5.3	Renforcer les compétences du personnel des PLP (formation, séminaires...)
		5.4	Assurer une synergie des actions des 2 PLP en fonction de leurs compétences respectives
		5.5	Développer des partenariats spécifiques avec des organisations locales dans le domaine de l'élevage

Annexe 3 Organigramme du projet

Organigramme du projet PROXIVET SUD RWANDA en 2010



Annexe 4 Bilan global du projet

24-déc.-10

Bilan Global

Type de suivi : Eval. Finale

Projet : PROXIVET

Appréciation de l'état d'avancement du projet sur base des critères liés à la GAR

Éléments d'appréciation de la prestation		Sources Infos	Coefi. Pond.	Cotation %
I. PERTINENCE DU PROJET				
1.1 Pertinence vis à vis des stratégies nationales			2,3	83%
1.2 Pertinence par rapport à la Politique belge de Coopération				
1.3 Pertinence par rapport aux OMD		Analyse docum.	1	81%
1.4 Pertinence par rapport aux bénéf. directs		Bénéf. Direct	4,5	81%
Sous total Pertinence		Points max.:	60	82%
II. EFFICIENCE				
2.1 Adéquation des ressources	(Quant. ; Qualité ; Délais mise en œuvre)	UGP	3	86%
2.2 Efficience des ressources	(Utilisation optimale des ress. hum. et matér.)		3	79%
2.3 Efficience de la gestion budgétaire			2,5	87%
2.4 Efficience des activités		Equipe Projet	2,3	87%
2.5 Appréciat. des activités par les bénéf. directs		Bénéf. directs	3	70%
2.6 Réalisation des Résultats attendus	("Efficacité" globale des activités)	Equipe Projet	6	82%
2.7 Prise en compte des décisions ("Struct. de Pilotage" / Gest. hiérarch.)				
2.8 Prise en compte Recommand. Miss. Ext. (Monitor., Eval., Audit.		UGP	3	82%
2.9 Capitalisation des connaissances		Equipe Projet	2,333	84%
Sous total Efficience			164	83%
III. EFFICACITE				
3.1 Appréciation des résultats intermédiaires			1,5	81%
3.2 Incidence des facteurs extérieurs		Equipe Projet	1	-42%
3.3 Capacité d'adaptation du projet		Equipe Projet	3	88%
3.4 Efficacité du dispositif de S/E		Equipe Projet	3	60%
3.5 Capacité à gérer les risques			2,5	61%
3.6 Réponse aux attentes des bénéficiaires			2,25	82%
3.7 Efficacité des formations				
3.8 Efficacité de l'organisation interne du projet		UGP	3	86%
3.9 Efficacité glob. du projet (atteintes des effets escomptés)			3	72%
Sous total Efficacité			132	72%
IV. DURABILITE				
4.1 Viabilité au niveau des bénéficiaires			2,7	75%
4.2 Pérennisation de l'accompagnement des bénéf.			1,5	64%
4.3 Capacité à maintenir les bénéfices du projet				
4.4 Appropriation de l'intervention			1,5	48%
4.5 Mécanismes pour la durabilité mis en œuvre				
Sous total Viabilité		Points max.:	56	67%
V. COHERENCE				
5.1 Cohérence entre les projets de l'Organisation et autres PTF	Non évalué	Coord. Organis.		
5.2 Cohérence entre les projets de l'Organisation dans le pays	Non évalué	Coord. Organis.		
5.3 Cohérence entre les projets des bailleurs	Non évalué			
5.4 Collaboration avec les struct. "partenaires"			2,0	84%
Sous total Cohérence		Points max.:	24	84%
VI. IMPACT				
6.1 Effets perçus par les différents acteurs			1,2	64%
6.2 Niveau de durabilité des changements			1,2	47%
6.3 Contribution des changements à la réalisation de l'OG		Evaluateur	3	65%
Sous total Impact		Points max.:	60	57%
VIII. THEMES TRANSVERSAUX				
8.1 Effets du projet au niveau du "GENRE"			2,8	77%
8.2 Effets du projet au niveau de l'ENVIRONNEMENT		Equipe Projet	4,5	38%
Sous total Thèmes transversaux		Points max.:	92	62%
TOTAL appréciation de la prestation (en %)				**73%**

Appréciation : *En dessous de 40% : médiocre ; entre 40 et 59% : moyen ; entre 60 et 80% : bon ; au dessus de 80% : excellent*

Annexe 5 : Bilan de réalisation des IOV

Niveau	Indicateurs (IOV) Libellé	Prévus Fin Projet	Réalisat. Quant.	Tx de Réalis.	Commentaires
O.S.	* En année 3 : (2) au moins 50% du cheptel bovin est vacciné contre les principales épizooties ;	50%	27%	1%	En deuxième année le taux de vaccination avait atteint 50,4%, mais en 3ème année le pourcentage a chuté de moitié (26,9%). Ceci est due à plusieurs raisons dont le peu d'implication des autorités locales et le faible pouvoir d'achat de la population (malgré la subvention du District), ...
	(3) les taux de mortalité des bovins et des chèvres sont réduits de moitié chez les éleveurs encadrés ;	-50%	-25,0%	50%	Le taux de mortalité des chèvres est passé de 6% à 4,5%, tandisque le taux de mortalité des bovins est passé de 3% à 3,5% . Ces performances assez médiocres au niveau de la mortalité s'expliquent, entre autre, par l'introduction des races bovines exotiques par le projet "one cow one familly" et de boucs de race Boer dans les élevages caprins.
	(4) l'incidence de la PPA est réduit de 30% grâce à des mesures de prophylaxie sanitaire rapides et efficaces.				Il n'y a pas eu d'épidémie de PPA (Peste Porcine Africaine) pendant les 3 ans de la première phase du PROXIVET
	(5) En année 3, un plan de développement intégré des petites exploitations agri élevage est disponible pour la vulgarisation	1	1	90%	Le premier draft du plan de développement est disponible et en voie d'être finalisé.
		3	Bilan :	47%	
R.1	(6 a) Nbre de SVPP opérationnels	2	1	50%	Le SVPP du District de Nyamagabe n'a pas été installé suite à la forte réticence des TV de cette zone à entrer dans le système privé.
	(6 b) nbre de techniciens vétérinaires opérationnels	30	10	33%	L'installation de TV a rencontré diverses contraintes (dont le réengagement de VS par la fonction publique).
	(6c) nbre de Détiqueurs (DPA) opérationnels	Non prévus	74		Bien que non prévu au départ, le projet a opté pour l'installation des DPA pour faire face aux carrences des TV et pour être plus proche des agro-éleveur (en vue de faciliter les opérations de détiquage).
R.2	(7) paquet technologique disponible (intégration agri-élevage)	1	1	90%	Un paquet technologique a été testé avec succès (effets tangibles sur la production)
R.3	(8 a) nbre d'OB relevant de SDA-IRIBA comptant au moins 1/3 de femmes dans le comité				Le projet PROXIVET n'a pas travaillé dans le District de Nyamagabe (zone d'action de SDA-IRIBA). Le projet a concentré ses activités dans le seul District de Huye en atteignant le même nombre de bénéficiaires.
	(8 b) nbre d'OB relevant de IMBARAGA comptant au moins 1/3 de femmes dans le comité	34	36	106%	Toutes les associations "Imbaraga" du disrict ont été touchées par les actions du projet et compte en moyenne 75% de femmes dans leurs comités.
	(9) Taux de participation des femmes aux séances de formation	40	67	167%	Très forte participation des femmes aux réunions et aux formations grâce à la sensibilisation réalisée au cours de la formation en "Genre et Développement" qui a visé les couples
	(10) Nbre de tâches dévolues aux femmes ayant fait l'objet de thèmes visant leur allègement ou l'accroissement de leur efficacité	2	2	100%	A la demande des associations féminines, le projet a appuyé les femmes en matériel pour le nettoyage des étables (brouette, pelle et trident) et faucilles pour couper le fourrage. L'installation de pépinières d'arbustes fourragers a été appuyée par le projet pour permettre aux femmes d'avoir du fourrage à proximité de l'exploitation pendant la saison sèche afin de réduire les déplacements pour chercher du fourrage.
R.4	(11 a) Nbre de familles vulnérables ayant bénéficié d'un noyau d'élevage (2 chèvres (porcs) + 3-5 lapins) ;	225	225	100%	Bonne approche dans le choix des animaux malgré les contraintes rencontrées ; qualité correcte des animaux diffusés
	(11 b) Nbre de familles de 2° génération ayant bénéficié d'un noyau identique (crédit rotatif)	225		0%	Le crédit rotatif n'a pas encore commencé en ce qui concerne les caprins (relative longueur du cycle)
			Bilan :	81%	

*1 *(4) : très bon ; (3) :bon ; (2): moyen ; (1) : faible ; (0) : mauvais*

Date bilan : 14/12/10 **Bilan Zootechnique provisoire** ***PROXIVET***

Enquêtes Mission Eval. Finale

Date Diff.	Site (Secteur)	Nbre élev.	Chept. reçu (F)	Age mo	Cheptel F	Cheptel J	Mises -bas Nbre	Mises -bas M	Mises -bas F	Mises -bas T	Mortalité Ad.	Mortalité J.	Sorties Nbre	Sorties Destinations
01/05/09	MARABA		2		2		2	2	0	2	0	0	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		3		2	1	3	2	2	4	1	1	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		2		2	1	2	1	3	4	0	1	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		2		2	5	2	3	5	8	0	0	3	2 Remboursement, 1 vente à 7 mois
01/05/09	MARABA		2		1		1	0	2	2	1	0	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		3		2		1	0	2	2	1	0	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		2		2	3	2	3	2	5	0	0	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		3		2	1	3	1	2	3	1	1	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		3		1	0	1	2	1	3	2	1	2	Remboursement
01/05/09	MARABA		3		2	0	2	2	2	4	1	0	4	2 Remboursement, 2 ventes à 6 mois
01/05/09	MARABA		2		1	0	1	2	0	2	0	0	3	Remboursement
01/05/09	MARABA		3		2	1	2	1	2	3	1	0	2	Remboursement
592	**MARABA**	**12**	**30**		**21**	**12**	**22**	**19**	**23**	**42**	**8**	**4**	**28**	
01/03/09	Gako/Kabuga		3		3	1	3	2	4	6	1	0	4	2 Remboursement, 2 vente à 6 mois, 16,000 -
01/03/09	Gako/Kabuga		2		2	3	4	3	3	6	0	0	3	2 Remboursement (1an), 1 vente à 7 mois
01/03/09	Gako/Kabuga		2		1	2	3	2	3	5	1	0	3	2 Remboursement (9mois), 1 vente à 10 mois
01/03/09	Gako/Kabuga		2		2	2	3	3	3	6	0	1	3	2 Remb., 1 vente à 5 mois (10,000 F)
01/03/09	Gako/Kabuga		2		2	1	3	0	5	5	0	2	2	Remboursement (7mois)
01/03/09	Gako/Kabuga		3		2	1	3	2	2	4	1	1	2	Remboursement (8mois)
01/03/09	Gako/Kabuga		2		3	0	2	0	4	4	1	0	2	Remboursement (9 mois)
653	**Gako/Kabuga**	**7**	**16**		**15**	**10**	**21**	**12**	**24**	**36**	**4**	**4**	**19**	
01/04/09	Mbazi		2		2	2	2	3	4	7	0	1	2	Remboursement à 9 mois
01/04/09	Mbazi		3		2	2	2	1	4	5	1	0	3	2 Remb. à 10 mois, 1 vente à 8 mois (7,000 F)
01/04/09	Mbazi		2		2	0	1	1	1	2	0	0	0	
01/04/09	Mbazi		2		1	1	1	2	0	2	1	1	1	Vente = 17,000 F à échanger
01/04/09	Mbazi		2		2	0	1	1	0	1	0	0	1	Remboursement à 9 mois
01/04/09	Mbazi		2		1	1	3	2	3	5	1	0	4	2 remb. à 9 mois, 2 vente à 8 mois, 13,500 F
01/04/09	Mbazi		2		1	1	2	2	1	3	1	0	1	Remboursement à 9 mois
01/04/09	Mbazi		2		2	4	2	4	4	8	0	0	4	2 Remb., 2 ventes à 8 mois (15,000 F -> acheté
01/04/09	Mbazi		2		2	2	3	2	3	5	0	0	3	2 remb. à 9 m., 1 vente à 6 mois, 8000F (habits
01/04/09	Mbazi		2		2	4	4	5	3	8	0	0	4	2 remb., 2 ventes à 9 m.
01/04/09	Mbazi		2		2	2	2	0	4	4	0	0	2	Rem. à 9 mois
01/04/09	Mbazi		2		2	2	3	2	3	5	0	0	3	2 remb. À 9 m., 1 vente à 9 mois, 7000F
622	**Mbazi**	**12**	**25**		**21**	**21**	**26**	**25**	**30**	**55**	**4**	**2**	**28**	
01/08/09	MARABA		3		3	2	3	2	3	5	0	0	3	2 remb. (7 mois), 1 vente (14000, 6 mois)
01/08/09	MARABA		3		4	3	3	2	6	8	1	1	2	Remb. à 8 mois
01/08/09	MARABA		2		1	2	2	3	0	3	0	0	2	Remb., 10 mois
01/05/09	MARABA		2		2	4	4	5	3	8	0	0	4	2 remb., 9 mois / 2 vente, 9000 + 9000 F, 6 - 9
01/10/09	MARABA		2		1	0	2	1	1	2	1	0	2	1 remb., 9 mois / 1 vente, 14000 F, 8 mois
01/10/09	MARABA		2		2	1	2	3	1	4	0	0	3	2 remb., 9 mois / 1 vente, 9000 (frais scolaire)
01/08/09	MARABA		2		1	2	3	2	2	4	0	0	3	2 remb., 7 mois / 1 vente, 8000F, 5 mois (
01/08/09	MARABA		2		2	1	2	1	1	2	0		1	Remb., 8 mois
500	**MARABA**	**8**	**18**		**16**	**15**	**21**	**19**	**17**	**36**	**2**	**1**	**20**	
593	**Total :**	**39**	**89**		**73**	**58**	**90**	**75**	**94**	**169**	**18**	**11**	**95**	

'amètres sur base annuelle *(paramètres calculés sur base annuelle comparativement à des normes d'élevage en système amélioré en zone tropicale)*

	Act.	Normes		Act.	Normes		Act.	Normes
Taux de mortalité Adulte :	20%	8%	Taux Fertilité /an :	68%	127%	Prod. num./ chèvre / an :	1,0	1,42
Taux de mortalité des jeunes :	7%	20%	Taux de prolificité :	188%	140%	Taux d'exploitation :	38%	
			Taux de fécondité annuel :	128%	178%			

Date bilan : 14/12/10

Enquêtes Mission Eval. Finale

Bilan Zootechnique - Lapins

PROXIVET

A/ Données Cheptel — B/ Suivi Production Noyau de départ

	Date Diff.	Site (Secteur)	Nbre élev.	Chept. reçu (F) F	Chept. reçu (F) M	Cheptel actuel F	Cheptel actuel M	Cheptel actuel Laperea	Lapine N°	Mise-bas Nbre	Mise-bas Total laper.	Mortalités Ad.	Mortalités J.	Remb Nbre	Perte (vols, préd.)	Conso Nbre	Dons Nbre	Conf. Nbre	Autre Nbre	Vent Nbre	Prod. N	Prod. Class
1	15/08/09	Maraba		2	2	5	3	7	1	4	28	1	24	2	0	4	2			3	6,5	5
									2	4	28		19									
2	15/09/09			2	1	7	1	2	1	2	10	0	2	2	0	2	1			6	8	4
									2													
3	01/10/09			1	0	7	1	25	1	6	31	0	7	2	5	6	3			8	22	3
									2	4	22		2									
4	19/09/09			2	0	5	1	19	1	8	57	1	8	2	0	25	2	10		5	49	1
									2													
5	10/10/09			2	0	4	2	16	1	7	42	0	8	2	0	6	4	3		30	29,5	2
									2	7	25		0									
S-T	17/09/09	Maraba	5	9	3	28	8	69	8	42	243	2	70	10	5	43	12	13	0	52		
	452	Moyenne :		1,8	0,6	6	2	14		5,3	5,8	6%	29%	2	1	9	2	3	0	10		
1	01/11/09	bazi, RWEZAMEN		2	0	6	1	12	1	3	20	0	4	2	0	4		3		14	19,5	2
									2	4	26		3									
2	01/08/09			2	0	5	1	30	1	5	38	0	1	2	0	6	5			22	36	1
									2	5	36		1									
3	01/09/09			2	0	3	1	8	1	1	4	0	2	2	2	3				5	2	3
									2	1	4		2									
S-T	11/09/09	bazi, RWEZAMENY	3	6	0	14	3	50	6	19	128	0	13	6	2	13	5	3	0	41		
	459	Moyenne :		2,0	0,0	5	1	17		3	7	0%	10%	2	1	4	2	1	0	14		
S-T	20/07/09	Mbazi, GAKOMBE	18	42	3	39	9	77	31	94	467	13	234	36	12	65	5	1	0	79		
	511	Moyenne :		2,3	0,2	2	1	4		3	5	27%	50%	2	1	4	0	0	0	4		
S-T	01/04/09	Mbazi/KAGARAMA	7	14	2	13	2	15	12	29	150	4	91	14	0	0	0	0	0	13		
	622	Moyenne :		2,0	0,3	2	0	2		2	5	27%	61%	2	0	0	0	0	0	2		
S-T	01/07/09	Maraba/KANYINYA	7	13	4	18	3	62	11	34	172	7	97	16	0	9	4	0	0	20		
	531	Moyenne :		1,9	0,6	3	0	9		3	5	33%	56%	2	0	1	1	0	0	3		
	09/07/09	Total :	35	84	12	112	25	273	68	218	1160	26	505	82	19	130	26	17	0	205		
	523																					

Paramètres sur base annuelle

(paramètres calculés sur base annuelle comparativement à des normes d'élevage en système amélioré en zone tropicale)

	Act.	Normes		Act.	Normes		Act.	Normes
Taux de mortalité Adulte :	19%	10%	Nbre de portées / lapine / an :	3,2	5,0	numér. (nbre jeunes / F / an) :	9,6	24,0
Taux de mortalité des jeunes :	44%	25%	Taille moyenne des portées :	5,3	6,4	ux d'exploitation / lapine / an :	6,8	20,0

Annexe 7 : Bilan des formations

Bénéficiaires Catégories	Nbre de modules	Nbre total bénéf. formés	Domaine[1]	Thèmes	Lieux[3]	Périodes	Organisation Nbre de sessions	Nbre partic.	Durée (en j)	Import. Nbre H/J
Personnel du Projet + Partenaires Locaux Principaux (PLP)										
Cadres du projet ; Responsables financiers et cadres PLP	2	13	**Comptabilité et finances**	Procédures financières et gestion admin. et comptable	Butare	Année 1	2	7	6	103
GP (Proxivet) ; Cadres des PLP + cadres du projet	7	9	**Techniques (prod. et santé animale; intégr. Agri-élev.)**	Suivi zootechnique ; méthodes d'intégration agri-élevage ; Analyse des filières ; IA	Butare ; Kenya ; Niger	Années 1 et 2	7	3	4	50
Cadres des PLP ; GP (Proxivet	5	16	**Stratégie partenariale**	Stratégie partenariale de VSF-B ; Analyse d'une organisation ; Recherche de fonds	Rwanda ; Niger	Années 1 et 2	5	9	13	209
Cadres des PLP + cadres du projet	10	16	**Gestion**	Gestion des ressources humaines, Conception et suivi de projets de développement, entreprenariat, thématiques Genre et environnement, suivi des activités du projet...	Butare ; Kigali ; Niamey ; Bruxelles	Années 1 à 3	11	5	6	464
Cadres des PLP + cadres du projet	3	8	**Divers**	Evaluation des modules de formation, technologie de l'information, stratégie environnementale	Butare ; Niamey	Années 1 à 3	3	8	6	159
Sous-Total :	**27**	**16**					**28**	**6**	**6**	**984**
S V P P V E T O P R O X										
1) Techn. Vétér. Vétoprox 2) TV partenaires (PLP ; EAVK) 3) Direct. Vétoprox ; 4) Intervenants en SA	7	171	**Santé animale**	Sensibilisation sur le système SVPP ; Chirurgie et reproduction ; fiches sanitaires ; test des mammites ; Détiquage et vermifugation ; Diagnostic et traitements	Butare et secteurs	Années 1 à 3	11	17	16	1.801
Directeur, adjoints et TV du Vétoprox	5	12	**Zootechnie**	Suivi zootechnique ; IA ; Conduite de l'élevage des lapins et des porcs ; rationnement	Butare et secteurs	années 1 et 3	7	6	4	156
Directeur, adjoints et TV du Vétoprox	9	26	**Gestion**	Gestion comptable et financière ; gestion des	Butare et	Années	10	9	24	1.824
Directeur Vétoprox	3	1	**Divers**	Informatique ; Conception, réalisation et évaluation de	Butare	Années	4	1	13	50
Sous-Total :	**24**	**171**					**32**	**10**	**16**	**3.831**

Bénéficiaires Catégories	Nbre modul.	Nbre bénéf. formés	Domaine[1]	Thèmes	Lieux[3]	Périodes	Organisation			Import.
							Nbre de sessions	Nbre partic.	Durée (en j)	Nbre H/J
Bénéficiaires Directs										
Agro-éleveurs pratiquant l'intégration agriculture-élevage	4	18	Intégration Agri - Elevage	Intégration agri-élevage ; Technique de compostage ; Utilisation des sous-produits des cultures en alimentation animales	Huye (agro-éleveurs)	Année 2	4	11	1	43
Bénéficiaires vulnérables ; Membres des associations ; Membres des associations féminines IMBARAGA	8	1.625	Techniques d'élevage et zootechnie	Techniques d'élevage (Lapins, porcins, caprins) ; alimentation (fourrages) ; Gestion de la reproduction des lapins	Huye (terrain)	Années 2 et 3	42	29	2	2.063
Ménages vulnérables ; Agro-éleveurs (Int. agri-élevage) ; Membres des assoc. product. de plants fourr.	4	582	Productions végétales	Cultures potagères (jardins de cuisine) ; cultures fruitières (plantation) ; compostage	Huye (terrain)	Année 3	24	30	3	1.899
Membres des associations bénéfic. des recheptellisation ; comités des vulnérables ; sections de base Imbaraga	6	944	Divers	Genre ; techniques de formation par la méthode FFS ; Gestion des coopératives ; Santé (hygiène, SIDA) ; planning familial ; éducation nutritionnelle	Huye (terrain)	Années 2 et 3	32	69	3	7.325
Sous-Total :	**22**	**1.643**					**102**	**37**	**2**	**11.330**
Structures étatiques (District, RARDA...)										
Directeur du RARDA ; TV de la zone ; Chargé de l'agriculture (Huye + Nyamagabe)	6	30	Santé animale ; Zootechnie	Sensibilisation / formation sur le système SVPP ; Chirurgie et reproduction ; IA	Butare ; Nyamagabe	Années 1 à 3	6	13	13	334
Autres										
Stagiaires de l'UNR ; Cadres d'autres partenaires (ABR / APROJUMAP, GP LUVUPEL)	3	10	Santé et productions animales	Enquêtes et suivi zootechnique	Butare	Année 1 et 2	3	3	2	16
Cadres d'autres partenaires (APEL, ADA / APROJUMAP, EAVK, Louvain Développement)	5	29	Formulation projet ; Gest. adm. et finan. ; Vulgarisation ; Santé animale	Conception, gestion et suivi évaluation d'un projet de développement en élevage ; GRH ; Gestion administrative ; Conception, réalisation et évaluation des modules de formation en milieu rural ; Chirurgie et	Huye (terrain)	Années 1 à 3	5	5	17	348
Tradipraticiens	2	75	Santé animale	Signes des maladies ; hygiène dans la préparation des médicaments ; législation ; résultats de la recherche sur les plantes médicinales (vermifuges)	IRST (Butare)	juin 2008 ; juillet 2010	2	67	2	198
Sous-Total :	**10**	**114**					**10**	**17**	**11**	**562**
									Total général :	**17.041**

Annexe 8 : Bilan des effets du projet

1. EFFETS AU NIVEAU SOCIO-ÉCONOMIQUE (ANALYSE AVEC LES CHEFS DE MÉNAGES)

Groupe Cible	Catégories Effets	Domaine du changement	Nature du changement Libellé du changement (i) Effets recueillis Ateliers MARP + (ii) Effets Brain Storm. Projet	Appréc. import. Changements Import. Num.	Import. Quali	Bilan global	Classem.	Appr. Durab. Effets
Chefs de ménage	Capacités productives	8. Capacité à acheter les intrants agricoles	**(+) Appui du projet (via Imbaraga) en outillages agricoles** (+) Vente d'animaux (+) Vente de productions agricoles (accroissem. production grâce aux formations) (-) Argent des recettes destiné en priorité au payement des mutuelles NB : Autres facteurs : appui extérieur (Etat ; Croix Rouge ...)	4	2,4	60%	1	2
		9. Fertilité des sols	**(+) Production de fumier grâce aux animaux diffusés par le projet** (+) Achat d'engrais pour les légumes grâce aux recettes de la vente des lapins (+/-) Formation sur la lutte antiérosive pour les agro-éleveurs modèles (+/-) Distribution de chaux et d'engrais NPK aux agro-éleveurs modèles (subvention à 80%)	4	2	50%	3	1
	Effets économiques	10. Logement	**(+) Amélioration des conditions de logement** (toiture, toilettes, cuisine, crépissage ...) grâce à : **(i) la vente d'animaux (chèvres, lapins ...)** ; **(ii) la vente de produits agricoles** (légumes, haricots, café ...) obtenus grâce au fumier des animaux ; **(-) Non amélioration en raison de** : **(i) des menaces de destruction des cases en pailles ; (ii) de la situation de l'habitation hors des sites "umudugudu"** ; (iii) de la nécessité d'assurer d'autres besoins plus fondamentaux (santé, scolarisation) NB : Autres facteurs : (i) exigences de l'Etat (toitures en tuiles) ; (ii) salaires provenant d'autres travaux (travaux agricoles) ; (iii) argent provenant de l'extérieur (membres de la famille, prêtres, salaire VUP ...)	2,5	1,6	25%	6	2,5
		11. Epargne monétaire	**(+) Accroissement de l'épargne** grâce à : (i) la sensibilisation d'Imbaraga pour la mise en place de tontines ; **(ii) la vente d'animaux** (lapins) ; **(iii) la vente de produits agricoles** (riz, légumes, haricots ...) **obtenus grâce au fumier** ; **(iv) les formations en gestion des crédits (groupements Imbaraga)** ; **(v) les formations en cultures potagères (jardins de cuisine)** ; (vi) vente de Pennisetum NB : Autres facteurs : (i) Sensibilisation /exigences de l'Etat (adhésion aux UMURENGE SACCO) ; (ii) salaires provenant d'autres travaux (travaux agricoles ; VUP...)	3	2	38%	5	0,5
	Effets psycho-sociaux	12. Harmonie Familiale	**(+) Amélioration sensible de l'harmonie familiale** grâce à (i) la formation à la paix (AMI) ; (ii) le dialogue familial (formation en genre et développement) ; (iii) le **renforcement de la sécurité alimentaire des ménages** (accroissement des productions agricoles grâce au fumier) ; (iv) la diminution des maladies par l'acquisition des cartes de mutuelles (achetées grâce aux recettes de l'exploitation) ; (v) la diminution du vagabondage des enfants qui doivent s'occuper de l'approvisionnement en fourrages et de l'hygiène de l'étable ; (vi) le renforcement de l'estime en soi (et respect par les autres) ; (vii) l'allègement des travaux grâce à l'appui en équipement agricole et d'élevage)	3,6	2,4	54%	2	1,8
		13. Rôle dans la communauté	**(+) Amélioration sensible du rôle des bénéficiaires dans la communauté** grâce (i) à la disponibilité en temps (voir "Genre") ; (ii) à l'amélioration de l'habillement et de l'hygiène ; (iii) à l'estime des autres par rapport à l'honnêteté et à l'intégrité (confiance inspirée par la réussite de leurs élevages et par le respect des consignes) ; (iv) aux capacités acquises au cours des réunions et formations organisées par le projet NB : Autres facteurs : Sensibilisation à la bonne gouvernance par les autorités locales	3,2	2,5	50%	3	2,2
		6	***1 Import. numérique du changement : (1) :** nombre réduit de bénéf. ; **(2) :** 25% à 50% des bénéf. ; **(3) :** 50% à 75% des bénéf. ou groupes spéc. (femmes, SIDA....) ; **(4) :** effets quasi généralisés	3,4	2,2	46%		42%

***2 : Importance qualitative du changem. :** +1 à +4 pour les effets positifs ; -1 à - 4 pour les effets négatifs

2. EFFETS AU NIVEAU DES FEMMES (ANALYSE AVEC LES ÉPOUSES ET DES FEMMES CHEFS DE MÉNAGE)

Groupe Cible	Catégories Effets	Domaine du changement	Nature du changement Libellé du changement (i) Effets recueillis Ateliers MARP + (ii) Effets Brain Storm. Projet	Appréc. import. Changements Import. Num.[1]	Import. Qualit.[1]	Bilan global	Classem.	Appr. Durab. Effets
Femmes	Besoins fondamenatux	**1. Satisfaction des besoins alimentaires**	(+) Accroissement des productions agricoles grâce au fumier (stabulation permanente) et aux changements des pratiques agricoles *(formations en tecnhiques agricoles)* **(+) Diversification des produits agricoles (jardins de cuisine** + fruitiers) (+) Consommation des produits de l'élevage (lapins) **(+)Education nutritionnelle** *(connaissance en préparation d'une alimentation équilibrée)* **(-) Diminution de la production vivrière** *(aléas climatiques, faible fertilité des sols)*	4	2,5	63%	3	1,5
		2. Accès aux soins médicaux	(+) **Achat de cartes de mutuelle grâce à la vente de lapins, de légumes ou de produits agricoles** (obtenus par l'utilisation du fumier) NB : Autres facteurs positifs : (i) sensibilisation par l'Etat ; (ii) payement des cartes de mutuelle par d'autres ONG / structures (Croix Rouge ; PACFA ; FARGE ; Thémaraba ...) ; (iii) salaires provenant de travaux de manœuvres	3	3,1	58%	4	2,5
		3. Payement des frais scolaires	(+) A**chat de fournitures scolaires grâce à la vente (i) de lapins, (ii) de produits agricoles et maraîchers obtenus par l'utilisation du fumier** et les formations en techniques agricoles (agro-éleveurs pilotes) (+) Argent provenant des tontines des vulnérables NB : Autres facteurs : (i) sensibilisation par l'Etat (scolarisation obligatoire dans le primaire) (ii) crédits provenant d'autres sources (coopérative des caféiculteurs, FARGe...)	2	2,3	29%	7	2,5
	Genre	**4. Compétences en élevage**	**Renforcement important des compétences en élevage** grâce **:**(i) aux formations en techniques d'élevage (projet / Imbaraga) et mise en application rapide grâce aux animaux diffusés et aux équipements reçus ; (ii) visites et appuis-conseils de Vetoprox (dépendant des localités et de la présence d'AER)	3,5	3	66%	2	3,2
		5. Participation à la vie communautaire	**Meilleure participation à la vie communautaire** grâce : (i) à l'amélioration de l'habillement, (ii) à l'augmentation du temps disponible ; (iii) au **recouvrement du moral (estime en soi)** ; (iv) aux capacités à offrir des cadeaux ou à participer aux frais des fêtes ; (v) aux formations en hygiène NB : Autres facteurs : (i) Politique de l'Etat en faveur du Genre ; (ii) mise en place de groupes de paroles entre les villageois (discussions sur une thématique) : 2j / an : jours pour les femmes	2,8	3,8	67%	1	2,8
		6. Charge de travail	**Diminution de la charge de travail** en raison principalement de (i) la capacité d'engager de la main-d'œuvre agricole (recettes provenant de la vente d'animaux et de produits agricoles) ; (ii) la diminution des superficies agricoles (compensées par une augmentation du rendement) ; **(iii) des travaux d'entraide pour les cultures** **NB** : Le temps libre permet de participer à des réunions, de faire des visites familiales et de mieux s'occuper de la famille (notamment du mari)	4	2,2	55%	5	2,4
		7. Habillement	**Capacité à s'habiller dignement** grâce : (i) à l'accroissement des revenus (vente d'animaux et de produits agricoles obtenus grâce au fumier) ; (ii) à l'argent provenant des tontines ; (iii) aux formations en hygiène NB : Autres facteurs : (i) sensibilisation de l'Etat sur l'hygiène et l'habillement	3	2,6	49%	6	2
		7	***1 Import. numérique du changement : (1) :** nombre réduit de bénéf. ; **(2) :** 25% à 50% des bénéf. ; **(3) :** 50% à 75% des bénéf. ou groupes spéc. (femmes, SIDA...) ; **(4) :** effets quasi généralisés ***2 : Importance qualitative du changem. :** +1 à +4 pour les effets positifs ; -1 à - 4 pour les effets négatifs*	3,2	2,8	55%		60%

Annexe 9 : Bilan du système SVPP

3. BILAN DES ACTIONS DU PROJET EN MATIÈRE DE MISE EN PLACE DU SYSTÈME SVPP

3.1. APPUI FINANCIER

L'appui financier global octroyé dans le cadre de la mise en œuvre du SVPP « VETOPROX » est assez considérable (55,5 millions de Frw, soit près de 74.000 Euros). Plus de 41% de cet appui a été réalisé à titre de subvention. Le reste est remboursable totalement ou en partie (50%). Le montant actuellement remboursé se chiffre à XXX Frw.

Libellé d'appui	Nature d'appui	Montant (Frw)	Devenir de l'appui
Investissements	Matériel informatique (Ordinateur, Flash disk, Onduleur, Imprimante)	1.023.400	Remboursable 50%
	Matériel de bureau	4.621.052	Remboursable 50%
	Location bureau VETOPROX et comptoirs	470.000	360 000 FRw remboursable 50% et 110 000 Frw remboursable 100%
	Equipement des bureaux de VETOPROX et des comptoirs	3.601.300	Remboursable 50%
	Achat, réparation et entretien du véhicule	555.512	Remboursable 50%
Fonds de roulement (Produits vétérinaires)	Médicaments vétérinaires	2.767.770	Remboursable 50%
	Autres Produits vétérinaires	2.506.205	Remboursable 50%
Visibilité de VETOPROX	Panneaux publicitaires et panneaux des comptoirs	2.073.000	Non remboursable
Campagne de vaccination	Organisation des campagnes de vaccination Matériel (carnets de vaccination, boucles d'oreilles, seringues automatiques et caisses isothermse) + Vaccins	3.646.155	Remboursable 50%
Unités d'élevage	Unités d'élevages : infrastructures d'élevage et animaux pour le Directeur de VETOPROX	3.039.800	Remboursable 50%
	Recheptelisation de 6 TV	1.307.560	Non remboursable
	Recheptelisation de l'Adjoint	1.302.000	Non remboursable mais le TV devant rembourser 50% à VETOPROX pour pérenniser l'action envers les autres cadres (nouveaux entrant)
	Animaux pour la recheptelisation des 46 AER	2.045.500	Non remboursable (crédit rotatif pour perpétuer la recheptelisation aux nouveaux AER)
	Approvisionnement et l'équipement des AER	5.321.500	4.700.200 Frw remboursable 50% et 621.300 Frw pour bottes et tabliers des AER (promotion)
Autres fonds de roulement et d'investissement	(i) Intrants agricoles pour les comptoirs (ii) installation de la provenderie	3.117.500	Remboursable 50%
Autre type d'appui	Appui au dépôt de caution pour les prestations	1.800.000	Remboursable 100%
Appuis documentaires	Document divers	871.580	Non remboursable
Appuis financiers *(indemnités de démarrage)*	Directeur de VETOPROX	10.862.502	Non remboursable
	Adjoint du Directeur de VETOPROX	780.000	Non remboursable
Soutiens des rencontres	Soutien des rencontres entre les responsables de VETOPROX et les TV	316.800	Non remboursable
	Soutien des rencontres entre les responsables de VETOPROX et les AER	150.000	Non remboursable
Appui en formations divers	Insémination artificielle pour 8 cadres de VETOPROX (formation et équipements)	3.286.890	Non remboursable
Récapitulatif :	**Montant total des appuis**	**55.466.026**	
	Montant des appuis non remboursables	**22.995.832**	
	Montant des appuis remboursables (50 ou 100%)	**32.470.194**	

3.2. APPUI EN FORMATION

L'effort consenti par le projet dans le domaine du renforcement des capacités du personnel du SVPP a été très important en termes de volume (plus de 3.800 hommes/ jours de « formations ») et de diversité des thématiques abordées. Les renforcements de capacités ont revêtu différentes formes, allant des formations et exercices pratiques en salle au suivi et appui-conseils directement au niveau des comptoirs tenus par les TV. A cet effet, deux vétérinaires volontaires français ont apportés un appui important à la formation pratique des TV, puisque l'on peut considérer que la moitié du temps de leurs séjousr (3 mois) a été consacré directement au renforcement du SVPP (formation en chirurgie et reproduction). Les appuis ont touchés plus spécifiquement les TV du SVPP[1] et le directeur du Vétoprox (et plus récemment ses 2 adjoints). Toutefois, des formations ont également été dispensés au profit des détiqueurs (devenus par la suite des Agro Eleveurs Relais).

Bénéficiaires Catégories	Nbre de modules	Nbre total bénéf. formés	Domaine[1]	Thèmes	Périodes	Organisation Nbre de sessions	Nbre partic.	Durée (en j)	Import. Nbre H/J
SVPP VETOPROX									
1) Techn. Vétér. Vétoprox 2) TV partenaires (PLP ; EAVK) 3) Direct. Vétoprox ; 4) Intervenants en SA	7	171	Santé animale	Sensibilisation sur le système SVPP ; Chirurgie et reproduction ; fiches sanitaires ; test des mammites ; Détiquage et vermifugation ; Diagnostic et traitements	Années 1 à 3	11	17	16	1.801
Directeur, adjoints et TV du Vétoprox	5	12	Zootechnie	Suivi zootechnique ; IA ; Conduite de l'élevage des lapins et des porcs ; rationnement	années 1 et 3	7	6	4	156
Directeur, adjoints et TV du Vétoprox	9	26	Gestion	Gestion comptable et financière ; gestion des ressources humaines ; gestion des comptoirs vétérinaires ; gestion administrative ; Entreprenariat ; marketing	Années 1 à 3	10	9	24	1.824
Directeur Vétoprox	3	1	Divers	Informatique ; Conception, réalisation et évaluation de modules de formation en milieu rural	Années 1 à 3	4	1	13	50
	24	171		S-Total		32	10	16	3.831

4. BILAN DE L'ÉVALUATION

4.1. CONSTATS ET APPRÉCIATIONS AU NIVEAU DES BÉNÉFICIAIRES

1.1.1 Efficacité (constats réalisés au cours des ISS et ateliers MARP)

(i) Réponse aux demandes d'intervention : ☹

- Situation très variable en fonction du dynamisme du TV (ou de l'AER), ce qui a entraîné des cas de mortalités.
- Certains éleveurs ne connaissent pas le vétérinaire affecté dans leur zone
- Plaintes régulières émises au cours des ISS et des ateliers au regard de la faible disponibilité du personnel « Vétoprox »

(ii) Qualité des soins dispensés : 😐

- En général, la qualité des soins est jugé bonne (guérison de l'animal après traitement), mais il y a eu plusieurs cas de défaillances dans les traitements (fortes mortalités enregistrées sur les lapereaux après injection d'Ivermectine).

[1] *Plusieurs formations ont dû être répétées compte tenu du « turn over » important des TV qui ont régulièrement désisté le SVPP pour rejoindre la fonction publique*

(iii) Autres aspects ☹

- Efficacité douteuse du programme de prophylaxie sur les lapins (faible prise en compte des coûts en rapport avec le prix de vente des lapins) ; nécessité de revoir le programme en fonction d'un rapport optimal « coûts / bénéfices escomptés)
- Obligation données par les TV de regrouper les lapins à traiter (pour la prophylaxie) dans un même site : difficulté (voir impossibilité) de transporter tous les lapins de l'exploitation + risques de diffusion de maladies
- Non utilisation des fonds de mutuel pour le payement des soins dispensés (négligence de la part de Vétoprox)

1.1.2 Evaluation (Atelier d'évaluation participative avec les bénéficiaires)

(i) Appréciation par les participants :

- ❖ Pertinence d'un service de SA de proximité : 88%
- ❖ Efficacité du système SVPP (VETOPROX) : 28%
- ❖ Adoption de la prophylaxie et des soins curatifs par les bénéficiaires : 75%
- ❖ Importance actuelle de la problématique des soins vétérinaires de proximité : 53%

(ii) Commentaires issus de l'atelier :

(+) Détiquage et vermifugation généralement réalisés…mais parfois de manière irrégulière

(-) Faible disponibilité des vétérinaires (non réponse ou retards aux demandes d'intervention)

(-) Arrêt de prestations de plusieurs AER par manque de motivations financières

(+) Assez bonne compréhension de l'utilité des soins prophylactiques et curatifs

(-) Irrégularité dans la disponibilité en médicaments vétérinaires

(-) Insuffisance de la couverture géographique par le personnel de Vétoprox (surtout au niveau des TV)

4.2. APPRÉCIATION PAR LES SERVICES VÉTÉRINAIRES DÉCONCENTRÉS DU DISTRICT

(-) Faible pertinence actuelle d'un SVPP en raison du recrutement des vétérinaires de secteurs (VS)

(-) Instabilité importante des TV par manque de rentabilité

(-) Prix élevés des traitements par rapport aux recettes des petits agro-éleveurs

(-) Manque de conscience professionnelle des TV, car les interventions sont focalisées sur les éleveurs mieux nantis *(cas particulier de la zone périurbaine de Butare)*

(+) Participation aux campagnes de vaccination

4.3. APPRÉCIATION PAR LE PERSONNEL « VETOPROX »

(i) Appréciation par les participants :

- ❖ Pertinence d'un service de SA de proximité : 90%
- ❖ Efficacité du système SVPP « VETOPROX » : 33%
- ❖ Importance actuelle du problème des soins vétérinaires de proximité : 53%

(ii) Commentaires issus de l'atelier :

(-) Insuffisance de la couverture actuelle du District par Vétoprox

(-) Localisation peu opportune des comptoirs vétérinaires

(-) Manque de profits pour les AER et les TV en raison notamment de l'obligation de réaliser des actions jugées comme non rentables (suivi des AER, sensibilisation des éleveurs)

(-) Mauvaise gestion du stock central de produits vétérinaires : médicaments soit périmés, soit trop couteux, soit non disponibles (médicaments souvent les plus demandés). De ce fait, les TV sont « obligés » d'acheter les produits vétérinaires chez des concurrents (dépôts vétérinaires au niveau de Butare)

(-) Manque de moyen de déplacement (limitation du suivi et des capacités d'intervention auprès des agro-éleveurs éloignés)

(-) Difficulté de communication avec les AER (non payement des cartes de recharge des téléphones GSM)

(+) Création d'emplois pour les TV

(iii) Opportunités & Menaces

Opportunités	Menaces
Organisation du détiquage (nouvelles dispositions nationales concernant les jours de détiquages) : ➢ Diminution de la charge de travail des AER	Organisation du détiquage : ➢ Réduction du nombre d'AER ➢ Concurrence avec les détiqueurs « placés » par les VS
Politique de villagisation : ➢ Facilitation des interventions	Politique de villagisation : ➢ Réduction du besoin en AER ➢ Concurrence avec les autres TV privés
	Dénigrement des compétences des TV et AER « Vétoprox » par les services vétérinaires publiques

5. Cadre de travail d'un SVPP dans le contexte actuel

5.1. Contexte de travail en SA privatisée

D'une manière globale, le contexte de travail d'un vétérinaire privé exerçant en milieu rural est mal défini et versatile :

- Absence de législation en matière d'exercice privé de la profession vétérinaire
- Fréquents changements dans le dispositif étatiques de la santé animale et les mesures zoo-sanitaires
- Modifications profondes et rapides des conditions d'élevage au niveau des exploitations rurales sous l'impulsion de mesures étatiques fortes : stabulation obligatoire ; politique de villagisation ; regroupement du cheptel dans des « étables communes » ; mise en œuvre de la politique du « Land Use Consolidation »…
- Instabilité du personnel (techniciens vétérinaires) : recherche d'emplois à la fonction publique ou poursuite des études

5.2. Contexte géographique et démographique

Le contexte géographique et humain qui prévaut jusqu'à présent est défavorable au travail d'un vétérinaire privé en raison d'une très faible efficacité / rentabilité de ses déplacements :

- Relief accidenté et exploitations agricoles très dispersées

- Très faible effectif en cheptel par exploitation
- Sensibilisation insuffisante des agro-éleveurs en matière de protection zoo-sanitaire et très faible capacité financière de la majorité des éleveurs
- Faible occurrence des maladies (conditions climatiques assez favorables, limitation des risques de contamination par la stabulation et les effectifs très faibles)

De ce fait, au cours d'une journée, le vétérinaire privé ne peut intervenir que sur un nombre réduit d'animaux et ne peut amortir ses frais qu'en exigeant un prix relativement élevé pour ses interventions.

5.3. Faible compréhension / perception de la profession vétérinaire privé

Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte dans cette perception défaillante du travail d'un vétérinaire privé en zone rural :

- Méconnaissance à tous les niveaux de l'Etat des rôles et attributions respectives des services vétérinaires publiques et privés : confusion des rôles régaliens de l'Etat et des fonctions productives dévolues au privé
- Inexpérience des vétérinaires rwandais en matière de pratique vétérinaire rural
- Faibles capacités entrepreneuriales des « vétérinaires » (manque de dynamisme, d'initiative et de compétence en gestion)

6. Conclusions

Le volet de SA de proximité a été conçu et mis en œuvre selon l'approche SVPP, tout à fait pertinente lors de la formulation du projet en raison de la réduction drastique des services déconcentrés du MINAGRI (et donc du RARDA), mais n'apparaît, actuellement, plus approprié.

Les contraintes actuelles à la mise en place d'une PME en santé animale (de type SVPP) sont fortes en raison d'un cadre de travail non réglementé, mal défini et incertain, d'un contexte instable en matière de pratiques d'élevage et d'une rentabilité médiocre et aléatoire.

Si le maintien d'un volet des SA de proximité dans le cadre de la 2° phase reste pleinement justifié en raison des difficultés persistantes des éleveurs à accéder à des soins vétérinaires efficaces (rapide, de bonne qualité et à moindre coût), l'option d'une couverture zoo-sanitaire à travers la mise en œuvre d'un SVPP assurant seul la SA de proximité auprès des agro-éleveurs doit être suspendue.

Compte tenu de la faible efficacité, et donc de sa pertinence, du SVPP VETOPROX, l'appui exclusif du projet à son endroit doit être arrêté au profit d'un appui ciblé aux différents prestataires vétérinaires installés (y compris Vetoprox) désirant s'inscrire dans un dispositif, non formalisé, de SA de proximité pour les petits exploitants agro-éleveurs.

Les recommandations spécifiques concernant les suites à donner au SVPP Vétoprox sont consignées dans le corps du rapport ainsi que dans le tableau des recommandations opérationnelles établis pour le projet.

Annexe 10 : Analyse des risques initiaux

Situation initiale des risques		Situation actuelle			
Libellé des risques identifiés lors de la formulation *(en relation avec la non-réalisation des hypothèses)*	**Apprée. risques** (El. ; M. ; F.)	**Évolution**	**Apprée. actu. Risques**	**Mesures prises**	**Appr. mesures prises**
1. Les conditions climatiques perturbent les productions agricoles.	**M**	Irrégularité des pluies durant la saison A (sept-Déc.) 2009 et 2010	**M**	Les impacts sont variables selon les zones et les périodes de semis	
2. La sécurité est perturber dans la Sous Région.	**M**	Aucun cas majeur d'insécurité dans la Sous-Région	**F**		
4. Les épizooties non maîtrisables perturbent les productions	**M**	Aucun cas recensés d'épizooties	**F**		
5. Les Autorités administratives et les chargés Agri-élevage ne collaborent pas activement.	**M**	La Collaboration est relativement bonne grâce à une bonne pro-activité du projet	**F**	* Réunion de sensibilisation des autorités ; * Implication des serv. déconcentrés dans les activités du projet ; * Participation au JADF et à la plate forme agricole (le PROXIVET assure la présidence de la sous commission agricole du JADF + contribution financière au fonction du FPP -JADF Province)	**3,2**
6. Le mandat sanitaire n'est pas délivré par le RARDA aux vétérinaires responsables des SVPP	**M**	Un protocole d'accord avec le RARDA est en vigueur pour une durée de 3 ans ... Mais, changement possible dans la stratégie opérationnelle du RARDA	**M**	Signature d'un protocole d'accord avec le RARDA (ayant force de mandat) valable 3 ans. Contacts permanents et rapportages/ informations réguliers assurés par le	**3,5**
7. La collaboration avec la FACAGRO de l'UNR n'est pas acquise	**F**	La collaboration est effective : participation d'enseignants et d'étudiants à certains volets (R2) et encadrement des étudiants par le projet	**N**	Etablissement de protocoles de collaboration ; participation d'enseignants et d'étudiants au R2 ; encadrement des stagiaires et mémorants et stagiaires (FACAGRO + Facultés des Sciences Sociales) par le projet	**3,8**
8. La collaboration avec les autorités locales et la sensibilisation des comités des organisations ne permet pas une évolution des mentalités chez les membres	**F**	Bonne réceptivité au niveau des autorités locales et des bénéficiaires	**N**	Sensibilisation, formation des responsables. Réunions et implication directe des responsables	**3,8**
9. La collaboration avec les entités décentralisées, au travers des chargés des affaires sociales, n'est pas acquise.	**M**	Faible implication des chargés des Affaires Sociales (faible disponibilité) mais, bonne collaboration avec les entités décentralisées		L'implication des chargés des Affaires Sociales n'est pas déterminante dans la réalisation des actions du projet	
10. L'application des vaccinations obligatoires n'est pas réintroduite dans la zone.	**F**	La nouvelle loi rend obligatoire les vaccinations (charbons et dermatose nodulaire) ; mais les modalités de mise en application ne sont pas encore formalisées. faible taux de couverture	**E**	Conscientisation du district (via VETOPROX) sur les vaccinations et l'acceptation de la subvention. Campagne de sensibilisation des éleveurs	**3,5**
12. La collaboration avec l'IRST n'est pas acquise dans le cadre de la pharmacopée traditionnelle.	**M**	La collaboration a été réalisée...mais leur priorité s'est réorienté sur les biocarburants		La collaboration dans le domaine de la pharmacopée traditionnelle a été efficace et est terminée	**3,3**
13. Les comités des OB n'acceptent l'aspect Genre	**F**	Forte acceptation de l'aspect genre + sensibilisation forte de l'Etat	**N**	Formation "Genre et Développement" ; Octroi d'unité d'élevage et d'équipements/ outillage aux femmes des organisations	**3,8**
14. La collaboration et la probité des comités de suivi ne sont pas assurées	**M**	Les comités de suivi réalisent correctement leurs missions	**F**	Formation / sensibilisation + suivi des comités (1x / trimestre) ; octroi d'une indemnité pour assurer le suivi	**3,3**
E *: risque élevé ;* ***M*** *: risque moyen ;* ***F*** *: risque faible ;* ***N*** *: risque nul / né*	**15**	**Taux de risque prix en compte :**	**67%**	**Moyenne :**	**88%**

Annexe 11 : Analyse des nouveaux risques

	Libellé des nouveaux risques	Appréc. risques (El. ; M ; F)	Mesures d'atténuation Appliquée	Mesures d'atténuation A prendre	Mesures d'atténuation Description	Appr. mesures
1	Mise en application de la politique d'élimination des maisons en paille (y compris des bâtiments d'élevage) et de regroupement en villages	E	X		(i) Obtention d'un document autorisant (provisoirement) l'installation des abris en paille pour les animaux + sensibilisation du Gouverneur	2
				X	(ii) Elaboration d'un projet commun (ADA/ APROJUMAP/ VSF/ IMBARAGA/ ATD) concernant la construction et l'insertion des ménages très pauvres dans les villages	
				X	(iii) Sensibiliser les bénéficiaires non déplacés dans un groupement à accepter l'hébergement des animaux des familles déplacées	
2	Problème de maintien de la dynamique d'intégration agri-élevage (application de la politique de villagisation et du "Land Use Consolidation") : affouragement ; utilisation du fumier ; réduction / disparition des petites exploitations agricoles	E	X		(i) Activités de recherche d'alternatives aux inconvénients liés à ces politiques prévues dans le DTF PROXIVET II	3
				X	(ii) Elaboration d'un projet commun (ADA/ APROJUMAP/ VSF/ IMBARAGA/ ATD) concernant la construction et l'insertions des ménages très pauvres dans les villages : promotion du jardinage / culture fruitières et petit élevage	
3	Incertitude de l'acceptation de la stratégie d'appui direct au niveau des TV privés installés en milieu rural	M		X	Implication des docteurs vétérinaires pour couvrir les activités des TV installés en milieu rural	
4	Risque de non appropriation des modalités de gestion "autonome" du projet ; Risque lié à l'implication du Secrétariat Général / ou de la coordination Sud d'Imbaraga dans la gestion opérationnelle du projet (dans	F			Mesures prises au niveau des conventions opérationnelles entre le PLP et VSF-B	
		4	50%		Moyenne :	63%